

## Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

*Transcription non éditée*

**601<sup>e</sup>** séance

Vendredi 5 juin 2009, à 10 heures

Vienne

*Président* : M. Ciro Arévalo Yepes (Colombie)

*La séance est ouverte à 10 h 21.*

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Bonjour Mesdames et Messieurs les délégués. Je déclare ouverte cette 601<sup>e</sup> séance du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de l'environnement. Notre Comité ne peut que se solidariser avec cette cause. Cette cause est une cause commune, c'est une cause multilatérale et c'est une cause mondiale. C'est une cause qui concerne toutes les populations que nous représentons ici au sein de ce Comité.

Ce matin, nous allons poursuivre et espérons conclure l'examen du point 4 de l'ordre du jour, "Débat général". Nous allons après commencer l'examen du point 5, "Moyens d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques". Après, nous passerons au point 6, "Application des recommandations d'UNISPACE III", le point 7, "Rapport du Sous-Comité scientifique et technique sur les travaux de sa quarante-sixième session", et si nous avons assez de temps, et j'espère que cela sera le cas, nous passerons au point 8, "Rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa quarante-huitième session".

À la fin de la séance plénière, il y aura quatre présentations spéciales. La première de Mme Takemi Chiku du Japon, intitulée "Consolidation de la paix grâce à l'enseignement des sciences spatiales auprès des jeunes ; contributions au développement humain du Centre national de formation spatiale de l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale, JAXA". Le deuxième exposé sera un exposé du Brésil et du Mexique qui sera fait par M. Sergio Camacho,

intitulé "Rapport sur le fonctionnement du Centre régional de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Amérique latine et les Caraïbes". Le troisième exposé sera l'exposé de M. Joseph Akinyede du Nigeria, intitulé "Rapport sur le fonctionnement du Centre régional africain de formation aux sciences et techniques spatiales en langue anglaise". Le dernier exposé sera l'exposé de Mme You Zhou de l'Inde (*Ndli : dit l'orateur*), sur "Les constellations des petits satellites pour la surveillance environnementale et le pronostic des catastrophes naturelles".

À la fin de la séance de ce matin, à 13 h 30, sera projetée une vidéo des États-Unis, intitulée "Pour toute l'humanité". Il s'agit d'un film qui porte sur les missions Apollo. Cette présentation sera réalisée par le représentant permanent des États-Unis auprès des Nations Unies à Vienne, Son Excellence, M. Gregory Schulte, et il sera assisté par M. Rusty Schweickart, astronaute lors de la mission Apollo-8.

**Débat général** (point 4 de l'ordre du jour) (*suite*)

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Mesdames, Messieurs les délégués, nous allons donc poursuivre et conclure l'examen du point 4, "Débat général". Je donne la parole à notre premier orateur, le représentant de Cuba, M. Daniel Codorniu Pujals.

**M. D. CODORNIU PUJALS** (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président, ma délégation se félicite de vous voir encore une fois présider cette session importante du Comité. Nous sommes convaincus que sous votre houlette notre session sera couronnée de succès. Nous souhaiterions

---

Dans sa résolution 50/27 du 16 février 1996, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique aux termes de laquelle, à compter de sa trente-neuvième session, des transcriptions non éditées de ses sessions seraient établies à la place des procès-verbaux. Cette transcription contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations telles que transcrites à partir de bandes enregistrées. Les transcriptions n'ont été ni éditées ni révisées.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire de la transcription, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication au chef du Service de la traduction et de l'édition, bureau D0771, Office des Nations Unies à Vienne, B.P. 500, A-1400 Vienne (Autriche). Les rectifications seront publiées dans un rectificatif récapitulatif.



également vous faire part de notre disposition à participer de façon active aux débats afin que nous atteignions les résultats escomptés.

Nous souhaiterions également vous remercier pour les efforts personnels que vous consentez, pour le fait d'avoir lancé des initiatives visant à dynamiser la collaboration internationale en matière spatiale, et nous vous remercions également du document dont nous avons été saisis, document qui porte sur la vision et sur le rôle des Nations Unies sur ces questions qui sont à l'étude.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier le Bureau des affaires spatiales, et remercier en particulier la Directrice de ce Bureau, Mme Othman, pour l'excellente façon dont elle a géré les travaux de ce Bureau au cours des années écoulées, et la façon dont elle a organisé cette session.

Nous souhaiterions également souscrire à la déclaration qui a été faite par l'Ambassadeur Horacio Bazoberry de Bolivie, au nom du GRULAC.

Monsieur le Président, il y a dix ans s'est tenu à Vienne l'UNISPACE III. Les débats et les recommandations ont été en quelque sorte l'itinéraire que nous avons suivi pour les efforts que nous avons réalisés pour la coopération internationale en matière spatiale. Si nous passons en revue ce qui a été réalisé au cours des dernières années, nous pouvons constater que les technologies spatiales ont de plus en plus d'impact sur le développement de l'humanité et nous constatons également le rôle important que souhaite jouer le COPUOS et le Bureau des affaires spatiales. J'en veux pour preuve la mise en œuvre du Programme SPIDER, un programme particulièrement important dans le cadre de la coordination de l'utilisation des technologies spatiales.

Ma délégation estime que les activités réalisées dans le cadre de ce programme sont des activités particulièrement importantes au niveau mondial et en Amérique latine et aux Caraïbes. C'est la raison pour laquelle nous souhaiterions remercier le Bureau des affaires spatiales et remercier les pays qui ont créé un bureau pour le programme SPIDER. Nous estimons qu'il est très important de continuer à travailler pour créer des bureaux régionaux en appui à ce programme. Il y a le programme SPIDER, mais il y a également d'autres résultats que nous avons obtenus en matière de coopération internationale et il s'agit de coopérations qui portent sur des activités prioritaires comme la navigation satellitaire ou encore l'utilisation des satellites pour optimiser l'utilisation de l'eau et de la terre, ou encore

l'utilisation de la télémédecine et de la télééducation. Il ne s'agit que de quelques exemples.

Malheureusement, malgré toutes les opportunités que constitue l'utilisation des technologies spatiales, il y a sous nonobstant un danger, il s'agit de la course aux armements dans l'espace. Cette course est latente et nous devons constater qu'il y a eu des initiatives déplorables qui ont été lancées comme le bouclier anti-missiles. En ce sens, ma délégation souhaiterait insister. Il faut revoir la législation internationale, il faut en arriver à un instrument international contraignant qui interdise l'utilisation d'armes dans l'espace. Et en ce sens, COPUOS doit jouer un rôle important en coordination avec la Conférence du désarmement et les autres agences des Nations Unies.

Nous souhaiterions par conséquent réitérer ici notre appui à la proposition qui a été présentée conjointement par la Russie et par la Chine lors de la Commission du désarmement l'année dernière. Cette proposition portait sur un traité pour la prévention des armes dans l'espace extra-atmosphérique, la menace ou l'utilisation de la force contre des objets dans l'espace extérieur. Nous souhaiterions insister ici qu'il est nécessaire de revoir le cadre juridique sur l'espace et cette révision doit essayer de combler les lacunes existantes, lacunes portant sur la définition de l'espace ou encore sur la réglementation en matière de débris spatiaux, ou encore pour ce qui est de l'utilisation des sources d'énergie nucléaires dans l'espace. Il faut établir clairement les responsabilités des gouvernements et des autres acteurs dans l'espace.

Monsieur le Président, Cuba continue d'utiliser de façon systématique et progressive les possibilités que constituent les technologies spatiales pour ses activités économiques et sociales. Il y a également un autre élément particulièrement important, il s'agit de l'utilisation des satellites pour la météorologie et la surveillance de l'environnement. Il s'agit de techniques qui ont été appliquées avec succès car cela permet de suivre la trajectoire des cyclones tropicaux et cela permet d'en arriver à des diagnostics et des pronostics à des moments cruciaux. Je pense qu'il faut rappeler que ces catastrophes ont été particulièrement intenses au cours de l'année écoulée.

Nous avons également utilisé les technologies pour la détection et la gestion des incendies forestiers, pour lutter contre les épidémies et pour la gestion des sols et de la propriété foncière, entre autres choses. Nous avons créé une banque d'images satellitaires qui constituera un outil de valeur certaine. Il y a également un autre aspect important lorsque l'on parle de programme

de développement des technologies spatiales. Il s'agit des activités visant à susciter l'intérêt des nouvelles générations. Nous avons à ce sujet lancé plusieurs activités pour sensibiliser les enfants et les jeunes. Je voudrais par exemple citer la création d'un cours d'études aérospatiales auprès de l'Institut supérieur des technologies et des sciences appliquées.

Monsieur le Président, la plupart des activités que nous réalisons, surtout les activités que j'ai très brièvement mentionnées, dans le cadre de ces activités, nous avons pu bénéficier de la coopération internationale surtout avec les pays d'Amérique latine mais également avec les pays d'autres régions. Cuba est convaincu que la coopération entre les différents peuples est la seule solution, le seul moyen d'obtenir des résultats efficaces pour utiliser de façon pacifique la technologie spatiale et COPUOS a un rôle très important à jouer dans ce domaine.

Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je tiens à remercier le représentant de Cuba pour son exposé, notamment l'appui qu'il a prêté à l'initiative lancée par la Présidence. Nous comprenons très bien qu'il est nécessaire d'utiliser davantage les outils spatiaux. Je me félicite en outre de la création de cette banque d'images satellitaires. C'est une initiative novatrice. Il est bon de mettre ces outils au service des institutions au niveau national. La création d'une chaire en études d'aéronautique, c'est une activité importante en matière de formation. Je vous remercie.

L'orateur suivant sur ma liste, l'Ambassadeur de la Thaïlande, M. Adisak Panupong. M. l'Ambassadeur, vous avez la parole.

**M. A. PANUPONG** (Thaïlande) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président. Au seuil de mon intervention, permettez-moi de vous féliciter pour les réalisations obtenues par le Comité au cours de l'année qui vient de s'écouler. Je suis convaincu que sous votre direction, cette session du Comité sera un succès de plus. Au nom de la délégation thaïlandaise, je tiens également à exprimer notre reconnaissance à la Directrice du Bureau des affaires spatiales, le Dr Mazlan Othman, ainsi que le personnel du secrétariat pour les excellents préparatifs de cette réunion.

Monsieur le Président, l'année 2008 est une année assez particulière pour la Thaïlande, notamment dans le domaine de l'exploration spatiale. En effet, le 1<sup>er</sup> octobre 2008, le premier satellite d'observation de la Terre thaïlandais, THEOS a été lancé avec succès depuis la base de lancement de Yakub. Celui-ci dispose d'une

résolution panchromatique et multispectrale très élevée et il sera mis au service de la Thaïlande mais également des autres pays de la région. J'ai également le plaisir de vous informer que la Thaïlande, par le biais de la GISTDA, l'Agence de développement de la technologie spatiale et de la géoinformatique, a annoncé l'exploitation commerciale des données émanant de THEOS à partir du 1<sup>er</sup> juin 2009.

Je tiens en outre à vous informer de la coopération conjointe que nous avons lancée avec la Chine sur le projet de petits satellites. Ce satellite a été lancé en septembre 2008 depuis le centre de lancement de Taiwan. Le fonctionnement de ce satellite contribue grandement à la prévention de l'environnement et à la prévention des catastrophes naturelles. Ce projet profite à tous les pays de l'Asie-Pacifique qui participent au programme. La Thaïlande est consciente que ce satellite ainsi que le satellite THEOS permettront de garantir le développement socio-économique régional durable et garantiront l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique.

Monsieur le Président, la Thaïlande est convaincue de l'importance des ressources humaines dans le développement de la technologie spatiale et de l'application des techniques spatiales. Dans le domaine de l'observation de la Terre, par exemple, plus de 20 cours de courte durée en matière de télédétection et des systèmes d'information géographique, ont été lancés. Des cours spéciaux ont été organisés sur demande. Pour ce qui est des études spatiales, sachez que des études en technologie spatiale et en application des techniques spatiales sont à disposition au niveau des universités à Bangkok et dans d'autres régions, au niveau de la licence, du master, et au niveau également du doctorat. Un texte sur les fondements de la technologie spatiale a été également publié pour diffusion dans les écoles primaires. Des camps ou des colonies de vacances, pour ainsi dire, spatiales sont également organisées chaque année dans cette même région pour sensibiliser les enfants.

Pour ce qui est maintenant de la coopération internationale pour la mise en valeur des ressources humaines, nous attachons une très grande importance à la coopération avec les pays de la région, le Laos, le Myanmar. Nous avons organisé un atelier régional sur le renforcement des capacités à Bangkok récemment et toute une série d'ateliers et de séminaires ont été organisés dans le cadre du Sous-Comité et de l'ASEAN sur l'application des techniques spatiales et des technologies spatiales.

Au niveau international maintenant, Monsieur le Président, la Thaïlande coopère avec toutes les organisations internationales et également

de manière bilatérale avec certains pays. La Thaïlande participe à diverses activités dans le cadre de toute une série d'organisations, CEOS, GEO, ARS, l'APRSAF, le CSCAP, le COSPAR et l'Organisation de coopération Asie-Pacifique spatiale.

Depuis novembre 2008, la Thaïlande est présidente du CEOS pour une année, et c'est le Brésil qui succèdera à la Thaïlande lors de la prochaine réunion plénière qui aura lieu à Phuket en Thaïlande au mois de novembre.

J'ai le plaisir de vous informer qu'au niveau de ce groupe, nous contribuons aux travaux du groupe d'observation de la Terre, notamment pour ce qui est de notre contribution à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en favorisant l'observation spatiale de l'évolution du climat au niveau mondial. Pour ce qui est du Forum Asie-Pacifique spatial, nous avons participé à de nombreuses activités y compris le projet SENTINELLE-Asie, le Programme STAR, le Programme FACE. En janvier 2010, en coopération avec le Gouvernement japonais et la JAXA, nous accueillerons le sixième forum régional Asie-Pacifique des agences d'exploration spatiales à Phuket. Je vous encourage, d'ailleurs, je saisis cette occasion pour vous encourager à participer, pour ceux qui sont intéressés, à cette manifestation importante.

Monsieur le Président, nous sommes tous conscients du fait que la crise socio-économique et les catastrophes naturelles, la dégradation des ressources naturelles et de la santé, sont des problèmes auxquels fait face notre planète. L'application des techniques spatiales a démontré être un outil fondamental dans la lutte contre ces phénomènes. La technologie spatiale est un outil très puissant qui peut être mobilisé. C'est la raison pour laquelle nous encourageons tous les États membres et les États non membres d'ailleurs, sous la houlette du COPUOS, à mettre les technologies spatiales au service de la paix. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Merci. Merci, M. l'Ambassadeur, pour votre déclaration au nom de la Thaïlande. Merci pour tous vos efforts en matière de coopération régionale, la participation à toutes les initiatives régionales. Votre participation au COPUOS étant donné que le premier vice-Président est thaïlandais, il a fait un excellent travail de coopération avec la Présidence. Je vous remercie.

Sans plus tarder je donne la parole à l'Algérie qui est l'orateur suivant sur ma liste. Monsieur, vous avez la parole.

**M. A. OUSSEDIK** (Algérie): Monsieur le Président, permettez-moi de vous réitérer la

satisfaction de la délégation algérienne, de vous voir présider cette cinquante-deuxième session du COPUOS. Nous sommes convaincus que votre expérience, votre engagement en faveur de l'utilisation pacifique de l'espace ne manqueront pas de contribuer au succès de nos travaux. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier Mme la Directrice du Bureau des affaires spatiales, et l'ensemble des membres du Bureau pour l'excellente préparation et organisation des travaux de cette session.

Durant l'année 2008, l'activité spatiale en Algérie a été marquée par une avancée concrète dans la mise en œuvre du programme spatial national, projeté à l'horizon 2020, en particulier dans le domaine des applications spatiales, de l'évaluation des ressources naturelles, de la gestion des infrastructures de base, de la formation et de la recherche. C'est ainsi que dans le domaine des applications spatiales, une importance particulière a été accordée aux projets liés à la prévention et à la gestion des catastrophes naturelles.

Suite aux inondations qui ont touché la région de Ghardaïa entre le 29 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre 2008, à ce titre et en collaboration avec la Direction générale de la protection civile d'Algérie, l'Agence spatiale algérienne a déclenché la Charte internationale Espace et catastrophes majeures. Les travaux réalisés ont permis d'une part une analyse globale de la situation des zones touchées à travers l'interprétation d'images à moyenne résolution, avant et après les inondations, et d'autre part l'établissement d'une cartographie thématique des niveaux de danger validée sur le terrain et qui a servi aux autorités locales de la région de Ghardaïa pour les opérations de relogement des familles ainsi que pour les aménagements futurs.

Dans le cadre de la prévention et de la lutte anti-acridienne, l'Agence spatiale algérienne a poursuivi l'exploitation des données du satellite algérien ALSAT-1 pour l'analyse des conditions écologiques de reproduction du criquet pèlerin (?). En matière d'évaluation des ressources naturelles et de gestion des infrastructures de base, les actions prioritaires ont porté sur l'amélioration des connaissances dans les domaines de l'énergie et des mines par l'élaboration d'une cartographie géologique de l'Algérie à l'échelle du 1/10 000<sup>e</sup>, d'urbanisme par la réalisation d'un système d'information géographique pour le suivi des instruments d'urbanisme et des programmes d'habitat, le cadastre dans les régions de la steppe par l'établissement de spatio-cartes.

Dans le domaine de la formation et de la recherche, l'année 2008 a été marquée par l'achèvement de la première année dans les cinq

spécialités composant la première promotion de l'Ecole doctorale des technologies et des applications spatiales et la sélection par concours de 40 nouveaux étudiants qui pourront entamer leurs études au titre de l'année 2008-2009 dans les quatre options suivantes : optique spatiale et mécanismes de précision ; télécommunication préinformatique spatiale ; instrumentation spatiale ; traitement d'images et systèmes d'informations géographiques.

En matière de renforcement des capacités dans le domaine du droit spatial et de l'enseignement du droit spatial, l'Agence spatiale algérienne collabore avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en vue d'introduire le droit spatial en postgraduation, en master, au niveau de l'université.

Au titre de la coopération internationale, l'Algérie continue d'œuvrer à renforcer ses liens de coopération dans les différents domaines de l'activité spatiale avec plusieurs pays et organismes internationaux. À cet effet, plusieurs mémorandums d'entente et accords cadres ont été signés avec l'Argentine, avec la Chine, la France, la Fédération de Russie, l'Ukraine, l'Inde, l'Afrique du sud, entre autres. Au niveau régional, il importe de rappeler la poursuite de deux projets fédérateurs. Le premier porte sur la constellation arabe d'observation de la Terre à l'initiative de la Ligue des États arabes, et le second sur la constellation pour la gestion des ressources africaines et de l'environnement initiée par l'Afrique du sud, le Nigeria et l'Algérie, au sujet de laquelle une déclaration d'intention a été signée le 19 juin 2008 en marge de la cinquante-et-unième session du COPUOS. Les experts des trois pays se sont réunis à Alger les 17 et 18 mars 2009 pour finaliser le mémorandum d'entente qui décrit les engagements et définit les spécifications techniques de cette constellation et le cadre organisationnel dans lequel évoluera le projet.

Toujours au niveau de notre continent, les deux African Leadership Conference sur l'application des sciences et technologies spatiales au développement durable, tenues fin 2005 à Abuja au Nigeria et fin 2007 à Pretoria en Afrique du sud, seront suivies par la troisième conférence qui sera organisée par l'Agence spatiale algérienne à Alger du 30 novembre au 2 décembre 2009, au cours de laquelle nous espérons aboutir entre autres à une impulsion appréciable du projet de constellation africaine ARMC.

En ce qui concerne le Programme SPIDER, la délégation algérienne se félicite et remercie le Bureau des affaires spatiales pour la suite favorable réservée à l'offre de l'Algérie d'abriter le bureau d'appui régional chargé de la coordination au

niveau de l'Afrique du nord. La Direction générale de la Protection civile, avec l'appui de l'Agence spatiale algérienne et d'autres institutions nationales spécialisées, jouera le rôle du centre national de liaison qui travaillera en étroite collaboration avec l'entité.

À ce sujet, un plan de travail définissant les activités que le bureau régional pourrait prendre en charge est en cours d'élaboration avec le coordonnateur du Programme SPIDER au Bureau des affaires spatiales. Par ailleurs, et dans le cadre de ce programme, un expert de l'Agence spatiale algérienne a participé à une mission d'assistance technique au Burkina Faso du 17 au 21 novembre 2008. Cette mission a porté sur la consultation et l'évaluation de l'état des lieux en matière d'utilisation des technologies spatiales et de l'information géographique pour la gestion des catastrophes naturelles et des situations extrêmes.

La délégation algérienne, soucieuse de préserver ce patrimoine commun à toute l'humanité que constitue l'espace saisit enfin cette occasion pour souligner l'intérêt qu'elle accorde à l'examen du nouveau point proposé à l'ordre du jour de la prochaine session du Sous-Comité scientifique et technique intitulé "Viabilité à long terme des activités spatiales" afin de développer de meilleures pratiques pour les opérations spatiales. À cet égard, la proposition de confier cette question à un groupe de travail ne peut que retenir notre appui pour mieux appréhender ce sujet d'intérêt général et préparer les mesures permettant d'optimiser la sécurité des activités dans l'espace pour le développement et le bien-être de tous.

Je vous remercie.

**Le PRESIDENT :** Je tiens à remercier le délégué de l'Algérie, surtout pour la proposition de coopération internationale et tout ce que vous avez fait avec d'autres pays, et les deux projets fédérateurs, un sur l'observation de la Terre, et l'autre les résultats de la constellation pour la gestion des ressources africaines. Tous les deux d'une importance vitale pour la région. Moi-même, j'étais l'année passée lorsqu'a été signé cet accord entre les trois pays et je vois qu'il y a une suite et une conséquence de cet accord. Merci beaucoup de l'intervention.

*[L'orateur poursuit en espagnol] :* L'orateur suivant sur ma liste est le représentant de la République bolivarienne du Venezuela, M. Roberto Becerra. Allez-y.

**M. R. BECERRA** (République bolivarienne du Venezuela) *[interprétation de l'espagnol] :* Merci, Monsieur le Président. Je tiens tout d'abord à vous saluer. C'est un plaisir que de vous voir présider cette session du Comité. Je saisis

également cette occasion pour saluer tous les collègues du secrétariat pour l'excellent travail.

Je vais vous résumer les activités spatiales entreprises par mon pays. En 1999, la République bolivarienne du Venezuela a reconnu les avantages de la science et de la technologie spatiales comme outils qui peuvent être utilisés pour promouvoir le bien-être et la cohésion sociale. Le Venezuela a décidé de lancer et d'élaborer une politique publique en matière spatiale qui a pour but de favoriser les programmes sociaux et de répondre aux besoins du gouvernement dans les domaines de la télécommunication, télédétection et d'autres domaines d'intérêt national.

Quelles sont les options concrètes qui ont été prises par le Gouvernement du Venezuela ? Sachez qu'elles font fond sur les articles 11 et 110 de la constitution de notre pays qui porte création de la Commission nationale pour l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques, en 2004. Ensuite, la Commission présidentielle vénézuélienne pour l'utilisation pacifique de l'espace en 2005, la Fondation centre spatial vénézuélien en 2006, et l'Agence bolivarienne pour les activités spatiales, ABAE, en 2008.

Plus concrètement, le 1<sup>er</sup> janvier 2008, est née l'Agence bolivarienne pour les activités spatiales, l'ABAE. C'est ainsi qu'on la connaît au Venezuela. La loi qui en porte création date d'août 2007, bulletin officiel n° 38-796 du 27 octobre 2007. Il s'agit d'un institut autonome qui dépend du Ministère de la science, des technologies et de l'industrie qui a pour mission d'élaborer une politique publique en matière spatiale, une politique qui est utilisée comme outil pour renforcer un processus politique qui a pour objectif la justice sociale. Cela marque en fait une nouvelle étape pour le Venezuela dans le domaine du développement spatial au niveau du Venezuela et dans toute la région.

Les priorités nationales à court terme sont les suivantes. Nous voulons mettre en place une plateforme satellitaire qui nous permettra de connecter entre eux les réseaux de télécommunication qui existent au niveau de l'État. Nous voulons également utiliser l'application des techniques spatiales, l'intégrer dans tous les domaines d'action du secteur public, et lancer ainsi ou aider à la mise en place de projets favorisant la prise de décision dans le domaine énergétique, agricole, dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la gestion des risques. Le troisième objectif, c'est bien sûr la mise en valeur des ressources humaines, la création de capacités humaines et technologiques.

Le Venezuela reste engagé en faveur de la paix et de la sécurité internationales. L'objectif est de renforcer la coopération entre les pays du monde, et nous ne cessons de le répéter dans les forums internationaux, nous répétons quel est notre engagement et notre respect des principes juridiques qui sont la base de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques.

Le Gouvernement bolivarien, en mettant en place une politique publique pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, et en institutionnalisant cette politique, est un État véritablement unique.

Parmi l'expression tangible de la diffusion et de l'application de ces nouvelles technologies à des fins pacifiques, il faut citer ici le programme VENESAT-1 qui est composé de trois éléments, tout d'abord le segment spatial, ensuite le segment terrestre et le troisième élément qui est le transfert de technologies, autrement dit la mise en valeur des ressources humaines.

L'objectif fondamental de ce programme est de mettre au service de la population de notre pays des services de télécommunication, contribuant ainsi à une amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens, en particulier des secteurs de la population qui ne sont pas connectés aux services et aux réseaux de communication.

Cela permettra également de promouvoir les valeurs culturelles comme l'éducation, la santé et le développement durable de notre peuple. On peut citer entre autres la mise à disposition de services de téléphonie dans les zones rurales, l'accès à l'internet, la télésanté, l'éducation, la diffusion de programmes de radio et télé sur tout le territoire qui permet aux populations d'avoir accès à la connaissance, renforcer ainsi l'identité culturelle de notre peuple et favoriser la production de technologies au niveau national et renforcer ainsi la souveraineté nationale.

Je tiens également à signaler ici l'empreinte de notre satellite dans les Caraïbes et en Amérique du sud qui facilitera, je crois, la cohérence régionale et permettra de renforcer les liens de notre pays avec les autres pays de la région. Ce satellite a été mis en place en coopération avec la République populaire de Chine et avec la participation, bien sûr, de cadres nationaux qui ont participé à tous les processus dont je viens de vous faire part.

Le 29 octobre 2008, la République bolivarienne du Venezuela a procédé au lancement du VENESAT-1 depuis Xichang en Chine. C'est un élément clé dans le domaine de la coopération internationale. Le transfert de technologies est un des principes clés de ce programme. Cela a permis

d'acquérir de nouvelles connaissances et de former un personnel. Ainsi, un groupe de boursiers ont pu procéder à des études au niveau master et doctorat en matière de technologies spatiales. Ils ont participé à un programme de formation dans les installations où sont menés à bien des éléments du programme vénézuélien pour acquérir une expérience pratique. En mars 2007, à ce groupe est venu s'ajouter un groupe de cadres nationaux qui ont été formés pour être les opérateurs des installations terrestres du satellite Simon Bolivar.

Nous disposons donc aujourd'hui de 80 professionnels qui sont spécialisés dans les différents domaines de la technologie satellitaire appliquée aux télécommunications, des efforts qui sont appuyés par l'Académie chinoise de technologies spatiales, l'Université d'aéronautique et d'astronautique de Belgique et enfin, le Centre de contrôle général de suivi et de lancement satellitaire chinois.

Permettez-moi maintenant d'aborder d'autres questions. Nous continuons de plancher sur l'application de projets de télédétection et d'observation de la Terre, et l'application notamment de la technologie satellitaire à des programmes sociaux, notamment dans les domaines du diagnostic. Pour ce qui est de l'observation de notre planète, les observations ont porté plus principalement sur la mise en place du CDTR, le Centre vénézuélien de télédétection. Nous avons ainsi mis l'accent sur l'acquisition, le traitement et la diffusion des images provenant des satellites d'observation de la Terre mis à disposition des organismes de l'État.

Par le biais du terminal SPOT-5, on reçoit et distribue les images des satellites SPOT-4 et 5 avec des résolutions à 2,5, 5, 10 et 20 mètres respectivement. Nous disposons aujourd'hui de 20 927 images reçues, archivées et cataloguées, et ce d'octobre 2007 à janvier 2009, et 6 003 images ont été jusqu'à présent mises à disposition des organismes des États. L'ABAE concentre une partie de ses activités sur la gestion de ces images satellitaires qui aident à la prise de décisions. Elle a d'ailleurs organisé la deuxième édition d'un cours de formation en géomantique appliquée aux domaines de l'agriculture et des sols, gestion des ressources forestières, écologie, sciences de la vie, gestion des ressources hydriques, photogrammétrie numérique, sciences de la géoinformation, risques géologiques et hydrométéorologiques. Ce cours a lieu dans le centre de télédétection de Lyrs en Inde, la ville d'Aderadoun. Neuf cadres des différents ministères ont pu prendre et nous envisageons de former davantage de personnes et d'ouvrir une troisième édition. Nous avons formé jusqu'à présent 23 cadres dans le domaine de la

télédétection et dans le domaine des systèmes d'information géographique.

Nous avons également lancé un programme stratégique de formation d'enseignants qui a pour but d'intégrer l'utilisation de ces images satellitaires par la publication d'un manuel au niveau scolaire. Cela permettra également de diffuser ces connaissances au niveau des enseignants et de sensibiliser les plus jeunes.

Je vais maintenant, si vous me le permettez, revenir au projet d'application de la technologie satellitaire à des programmes sociaux. L'objectif est de motiver les acteurs de l'administration publique à utiliser cette ressource technologie à leurs activités, dans le cadre des opérations du satellite Simon Bolivar. Les programmes de télééducation, de télémédecine bénéficient du satellite Simon Bolivar. Celui-ci est une plateforme adaptée pour renforcer les systèmes éducatifs et de santé. Cela permettra de changer la réalité dans laquelle, ou la vie de tous les jours des habitants des zones rurales. Ainsi la télémédecine mettra à disposition des services de consultation à distance.

Monsieur le Président, il est important de rappeler ici que l'objectif du Venezuela, bien sûr, est de renforcer les processus scientifiques et technologiques, la formation, l'innovation technologique. Tout cela ne sera possible que par une politique de coopération internationale et d'intégration. Cette politique est d'ailleurs poursuivie par le Gouvernement vénézuélien.

Jusqu'à présent l'ABAE a participé à beaucoup de réunions internationales qui sont liées à l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. Nous avons créé un groupe de travail composé du Ministère des affaires étrangères, ayant pour but d'examiner les traités internationaux, ayant pour but bien sûr d'y adhérer, de les ratifier et d'analyser les stratégies de renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine spatial.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, nous nous sommes entretenus avec des pays comme la Russie et la France dans le cadre d'accords bilatéraux. Nous espérons pouvoir signer des accords avec d'autres pays. Nous avons signé un accord avec le Brésil et nous espérons pouvoir lancer des programmes de coopération bilatérale avec la Chine et l'Inde.

Enfin, nous espérons pouvoir contribuer à un débat productif et nous espérons que les travaux de cette session du Comité seront couronnés de succès. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je remercie le délégué de la

République bolivarienne du Venezuela. Je vous remercie des paroles très aimables tenues à l'égard de la Présidence et également à l'égard du Bureau des affaires spatiales. Je vous remercie de la description assez détaillée que vous avez faite des activités spatiales lancées par le Venezuela. Je me félicite en particulier du fait qu'un groupe de travail ait été mis en place ayant pour but d'examiner les traités internationaux et d'envisager l'adhésion par le Venezuela à ces traités. Je pense que c'est une très bonne idée et je vous remercie de votre déclaration.

L'orateur suivant sur ma liste, il s'agit de la représentante de l'Afrique du Sud, Mme Nomfuneko Majaja. Madame, vous avez la parole.

**Mme N. MAJADA** (Afrique du sud) [*interprétation de l'anglais*]: Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président, c'est un vrai plaisir pour la délégation de l'Afrique du sud de participer à cette cinquante-deuxième session du COPUOS. Nous sommes convaincus que sous votre houlette cette session nous permettra d'avoir des débats particulièrement productifs. Nous souhaiterions également saisir cette occasion pour remercier la Directrice du Bureau des affaires spatiales, Mme Mazlan Othman, pour son rôle de chef de file et nous remercions également le personnel du Bureau des affaires spatiales pour l'excellente façon dont ils ont préparé cette réunion.

Monsieur le Président, l'Afrique du sud a toujours œuvré pour le développement et la promotion des activités spatiales en général et nous avons surtout travaillé pour créer un environnement propice pour la technologie et les sciences spatiales utilisées à des fins pacifiques pour promouvoir le développement socio-économique.

L'Afrique du sud a réalisé des progrès significatifs dans les activités relatives à l'espace depuis la dernière session, et nous souhaiterions partager avec vous certaines de ces réalisations. Il y a un fait particulièrement important. Notre pays dispose maintenant d'un instrument directeur pour toutes les parties prenantes. Il s'agit d'une politique spatiale nationale qui relève du département du commerce et de l'industrie. Cette politique a été lancée par le Ministère du commerce et de l'industrie le 6 mars 2009. Le guide des politiques spatiales aide les parties prenantes sud-africaines à réaliser leurs activités spatiales, aident par exemple le Conseil sud-africain des affaires spatiales et l'Agence spatiale nationale. Le pays est en train de travailler sur un plan de mise en œuvre de cette politique spatiale.

Monsieur le Président, après l'approbation par notre cabinet en avril 2009, l'Afrique du sud est

en train de mener à bien tous les processus statutaires visant à finaliser la ratification de la Convention sur l'enregistrement et les responsabilités. La ratification de ces traités permettra à l'Afrique du sud d'opérer dans un cadre accepté et établi au niveau international et confirmera l'engagement de l'Afrique du sud d'utiliser l'espace à des fins pacifiques en tant que principe directeur de la politique spatiale nationale qui vient d'être approuvée et de sa nouvelle stratégie nationale relative à l'espace. Nous avons des exemplaires de cette politique pour les délégations intéressées. Les délégations peuvent tout à fait nous contacter à ce sujet.

La stratégie spatiale nationale qui a été développée par le département des sciences et de la technologie est un instrument qui a été approuvé par notre cabinet national et un plan de mise en œuvre est en train d'être finalisé. Cette stratégie spatiale permet de mettre l'accent sur les principes directeurs de notre politique spatiale afin que notre programme spatial soit viable. En outre, le processus de création d'une agence spatiale nationale est un processus qui progresse rapidement. Un projet de loi sur l'Agence spatiale nationale a été signé en janvier 2009. L'Agence a pour objectif d'harmoniser les différentes activités des institutions scientifiques spatiales nationales et de surveiller les activités spatiales au niveau local. Un bureau provisoire a été créé afin de faciliter les fonctions opérationnelles de l'agence. Nous sommes à l'heure actuelle en train de nommer le conseil d'administration de cette agence, et après cela nous nommerons également la structure directive de l'Agence spatiale.

Dans le domaine de la sensibilisation en matière d'espace, l'Afrique du sud a participé à la Semaine spatiale mondiale en 2008 et nous avons organisé plusieurs événements dans le pays qui se concentraient surtout sur les jeunes dans les écoles et dans les universités. Afin de protéger les investissements de l'Afrique du sud dans des infrastructures sur l'astronomie et afin de préserver les conditions du ciel pratiquement inviolées pour la recherche astronomique, les réglementations liées au projet de loi sur la géographie astronomique ont été publiées. Il y a également des progrès qui ont été réalisés sur le projet de télescope radio Mircaf. Il s'agit d'un projet qui est en train d'être construit à côté de Carnarvon dans la province du Cape dans le nord. Des projets d'une telle envergure tel que le projet MIRCAF et SCA sont des exemples des activités spatiales que nous menons à bien pour promouvoir le développement économique et industriel dans le pays.

Monsieur le Président, ma délégation estime que la coopération interrégionale est un moyen puissant permettant de partager les retombées des

technologies spatiales et permettant de préserver l'espace pour des utilisations pacifiques et ce pour toute l'humanité. À cet égard, l'Afrique du sud souhaite continuer à appuyer les initiatives continentales qui s'attèlent à promouvoir la coopération en matière d'espace. En particulier, nous allons participer à la troisième Conférence africaine sur la technologie des sciences spatiales qui sera accueillie par le Gouvernement algérien en décembre de cette année. Cette conférence permettra de lancer toute une série d'événements sur le continent et cela nous amènera au 62<sup>e</sup> Congrès astronautique international qui se tiendra dans la ville du Cape en 2011. Cela sera le premier congrès qui se tiendra sur le continent africain. Nous sommes prêts à travailler avec tous les autres pays africains intéressés, avec le Bureau des affaires spatiales, avec l'IAF et avec les autres entités afin que ce congrès soit bénéfique pour le continent dans son ensemble.

Monsieur le Président, nous notons avec intérêt les observations que vous avez faites lors de la séance d'ouverture. Vous avez évoqué une politique spatiale des Nations Unies. Compte tenu de l'évolution rapide des activités spatiales et compte tenu du nombre croissant et de la diversité d'acteurs dans ce domaine, je pense que votre suggestion est particulièrement opportune et nous espérons qu'il y aura un échange de vues fructueux sur ce document que vous avez distribué. Notre délégation est prête à travailler avec vous et avec toutes les autres délégations intéressées sur cette question.

Monsieur le Président, pour ce qui est du point 9 de l'ordre du jour, "Retombées bénéfiques de la technologie spatiale", l'Afrique du sud reconnaît l'importance de ces technologies pour le développement socio-économique. Les pays en développement ont des défis cruciaux à relever dans le domaine de la santé, de la médecine, de la sûreté et de la sécurité publique, de la productivité industrielle et du transport. Les retombées bénéfiques de la technologie spatiale peuvent nous fournir des solutions à certains des défis que nous rencontrons. Nous estimons par conséquent que la technologie spatiale continuera de jouer un rôle crucial non pas simplement dans le cadre du progrès économique, mais cela aidera également les pays en développement à relever certains de leurs défis en matière d'industrialisation.

Monsieur le Président, le point à l'ordre du jour concernant l'espace et l'eau est un point particulièrement important pour l'Afrique du sud et pour les pays arides qui se heurtent à de véritables problèmes car il nous est très difficile de répondre aux besoins en matière d'eau potable et d'eau propre pour notre population croissante. Il s'agit d'une question qui relève du développement

durable. Les prévisions en matière de changement climatique ne feront qu'exacerber ces problèmes. Il faut savoir que l'Afrique du sud est un territoire aride ou semi-aride. Le changement climatique mondial ne fera qu'aggraver la situation. Les températures et la sécheresse vont augmenter et cela va exercer des pressions supplémentaires sur des ressources en eau qui sont déjà limitées. Cela ne fera qu'exacerber les problèmes en matière de développement, en matière d'assainissement, de santé, d'approvisionnement en eau et de sécurité alimentaire.

Les experts en hydrologie en Afrique du sud utilisent une combinaison de données satellitaires pour la mondialisation, pour la gestion et pour la visualisation des (??) et pour la gestion des catastrophes hydrologiques. Les images satellitaires sont également utilisées pour surveiller le respect de la législation relative à l'eau et pour lutter contre l'utilisation excessive et non durable de l'eau. Nous espérons pouvoir partager notre expérience et nous espérons pouvoir apprendre des expériences des autres quant à l'utilisation des technologies spatiales pour gérer les ressources hydriques et les catastrophes hydrologiques.

Monsieur le Président, en conclusion, ma délégation souhaiterait dire qu'elle espère que nous allons examiner de façon positive les différents points à l'ordre du jour et nous souhaiterions vous assurer de notre entière coopération afin que cette session soit un succès. Nous interviendrons à nouveau sur d'autres points à l'ordre du jour. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je voudrais remercier la déléguée d'Afrique du sud qui a partagé avec nous plusieurs informations, informations particulièrement importantes et intéressantes. Vous avez parlé par exemple de la politique spatiale d'Afrique du sud et cette politique va permettre la création d'une agence spatiale en Afrique du sud. Je pense qu'il s'agit d'un élément dont nous ne pouvons que nous féliciter. Je pense qu'il s'agit d'un véritable engagement de la part de l'Afrique du sud à l'égard des activités spatiales. Il s'agit d'un engagement sur le continent également. Vous avez parlé de coopération avec les autres pays du continent et nous souhaiterions vraiment vous remercier surtout parce que vous avez indiqué que vous étiez prêts à travailler avec la Présidence et avec les autres délégations sur la question de la politique spatiale pour les Nations Unies. Je vous remercie encore une fois.

Je donne la parole à l'orateur suivant, la Suède. Mme Britta Hjertstedt, vous avez la parole. Est-ce que mon ami suédois peut me dire comment

est-ce que l'on prononce le nom de famille ? Britta Hjertstedt, vous avez la parole, Madame.

**Mme B. HJERTSTEDT** (Suède) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Vous avez prononcé mon nom de famille très très bien. Je vous félicite. Étant donné que c'est la première fois que ma délégation intervient, nous souhaiterions commencer par vous féliciter pour l'excellent travail que vous réalisez à la tête du Comité.

Monsieur le Président, très brièvement, la Suède souhaiterait appuyer la proposition française visant à inclure un nouveau point sur "La viabilité à long terme des activités spatiales" à l'ordre du jour du Sous-Comité scientifique et technique, car nous estimons que c'est l'enceinte appropriée pour discuter de cette question. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Vous avez été particulièrement rapide et particulièrement efficace. Nous souhaiterions vous remercier mais je ne vais pas pouvoir résumer votre déclaration parce que votre déclaration a déjà été très courte et très concise. Merci encore une fois. Merci pour cette déclaration.

Je donne la parole à notre prochain orateur. Il s'agit de mon ami, le ministre chargé du commerce du Brésil. Le Brésil vous avez la parole. Il s'agit de M. Eduardo Da Costa Farias, Ministre conseiller. Vous avez la parole.

**M. E. DA COSTA FARIAS** (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci Monsieur le Président. Merci, cher ami. Je pense que nous devrions tous suivre l'exemple de la Suède parce que cela nous permettrait de gagner beaucoup de temps. Mais vous savez, nous venons de pays latins alors nous parlons toujours beaucoup plus longuement.

Monsieur le Président, je voudrais commencer par vous féliciter pour votre accession encore une fois à la Présidence de ce Comité important. Sous votre houlette, je suis convaincu que nous allons progresser de façon significative et je peux vous assurer de l'entière coopération de la délégation brésilienne à cet égard.

Je voudrais également saisir cette occasion pour saluer la Directrice du Bureau des affaires spatiales, Mme Mazlan Othman, je voudrais la remercier et remercier également ses collaborateurs pour la façon dont ils ont préparé cette session.

Monsieur le Président, la période qui s'est écoulée depuis la dernière session du COPUOS en 2008 a permis au Brésil d'élargir ses activités en matière de coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'espace. Notre pays a été en mesure de parler de ces activités

de façon détaillée lors des dernières réunions du Sous-Comité scientifique et technique et du Sous-Comité juridique. Ces informations ont fait partie intégrante d'un document qui a été mis à la disposition des différentes délégations par le secrétariat. Ce document avait pour cote A/AC.105/923/Add.2.

Parmi les activités dont nous avons déjà informé le Comité, je pense que l'on peut mentionner par exemple les instruments internationaux qui ont été signés avec la Colombie, la France, l'Inde, l'Italie, la Fédération de Russie et le Venezuela. Nous pouvons également parler du développement d'autres initiatives avec l'Argentine, l'Allemagne, l'Ukraine, la République populaire de Chine ou encore les États-Unis.

Pour ce qui est du Centre régional pour l'éducation en matière de recherche et de sciences spatiales en Amérique latine et aux Caraïbes, le CRECTEALC, le Brésil et le Mexique ont tenu en avril dernier à Brasilia la neuvième réunion du Conseil directif. Des observateurs et des diplomates de plusieurs pays de notre région ont participé à cette réunion. À cette occasion, comme cela a été indiqué par différents représentants ici, le Chili et l'Équateur ont déclaré qu'ils souhaitaient devenir membres de ce centre. À cet égard, le Brésil, le Mexique et le secrétariat du CRECTEALC sont en train de déployer des efforts afin de conclure un accord type révisé pour l'adhésion des États.

Plus récemment, en mai, comme cela a été indiqué par la délégation chinoise, le Brésil et la Chine ont signé un accord pour la fourniture d'images satellitaires au continent africain. La réception de ces données se fera en coopération avec l'Égypte, l'Afrique du sud et l'Espagne. Nous avons là un exemple de la façon dont les pays développés et les pays en développement peuvent jouer un rôle important dans la diffusion des avantages découlant de l'utilisation pacifique de l'espace.

Depuis la dernière session du COPUOS, le Brésil a également commencé à coopérer avec le Japon dans le domaine de la surveillance environnementale dans l'Amazonie avec l'utilisation d'images du satellite ALOS. Cette initiative permet d'établir des responsabilités importantes pour les deux pays. Cela inclut bien sûr le renforcement des capacités et le transfert des technologies.

Monsieur le Président, le Brésil a toujours appuyé le principe qui figure dans la résolution d'il y a 50 ans, résolution portant création du COPUOS qui est l'organe permanent des Nations Unies. Nous avons toujours appuyé le principe qui dit que l'exploration et l'utilisation de l'espace ne peuvent

être réalisées que pour améliorer la qualité de vie de l'humanité, quel que soit le niveau de développement économique et scientifique de ces États.

Nous souhaiterions également dire que l'espace devrait être utilisé exclusivement à des fins pacifiques. En tant qu'organe international le plus important qui consacre ses débats sur l'espace, le COPUOS devrait connaître une capacité croissante et devrait par conséquent se voir octroyer des responsabilités croissantes, surtout compte tenu de l'intensité et de la complexité de plus en plus majeure des activités spatiales, comme cela a été mentionné par plusieurs délégations. En ce sens, le Brésil estime qu'il faut une majeure intégration des activités du COPUOS et de ses deux Sous-Comités. Il est important que les questions soient discutées d'un point de vue politique et d'un point de vue juridique et également d'un point de vue technique.

La délégation brésilienne estime que la communauté internationale aujourd'hui se heurte à deux défis importants pour ce qui est du futur des activités spatiales. Premier défi, il faut continuer à développer le droit spatial international et il faut tenir compte de ce qui a été fait au cours des dernières décennies. Deuxième défi, il faut essayer d'accroître la participation des pays en développement dans l'utilisation et dans le partage des retombées bénéfiques des activités spatiales. Nous espérons que les débats dans le cadre de cette session du COPUOS permettront de jeter une lumière sur ces questions.

Monsieur le Président, avant de conclure, la délégation brésilienne souhaiterait se référer à ce que vous avez dit dans votre allocution d'ouverture. Vous êtes revenu sur des questions fondamentales qui concernent le Comité, et comme nous l'avons déjà indiqué, nous sommes tout à fait d'accord avec vous. Les Nations Unies et les États membres des Nations Unies ne peuvent pas se permettre d'ignorer le besoin d'une réponse collective aux défis que constituent les activités spatiales croissantes et en évolution rapide. Le Brésil souhaite participer aux discussions sur votre initiative concernant une politique spatiale des Nations Unies. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je remercie mon ami Da Costa du Brésil pour cette déclaration intéressante et je voudrais également lui dire que c'est un plaisir que de vous voir participer à cette session ici à Vienne et de vous voir participer de façon active. Je vous remercie également pour avoir appuyé l'initiative du Président. Nous sommes bien sûr prêts à travailler avec le Brésil qui joue un rôle très important dans ce domaine en Amérique latine.

Je pense que nous en avons terminé avec la liste des orateurs, la liste des États qui souhaitent s'exprimer au titre de ce point de l'ordre du jour. Je vais sans plus tarder donner la parole aux observateurs. Nous avons une seule demande d'intervention, il s'agit de l'ESPI, Institut européen de politique spatiale. Je vais donner la parole à Mme Sanchez Magdalena. Vous avez la parole.

**Mme M. SANCHEZ** (Institut européen de politique spatiale) [*interprétation de l'espagnol*]: Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, c'est un véritable honneur pour ESPI que de s'exprimer dans le cadre de cette session du Comité. Monsieur le Président, c'est un plaisir que d'entendre que tout le monde est particulièrement engagé à travailler sur ces questions, et nous sommes convaincus que sous votre houlette, cette session sera couronnée de succès.

[*l'orateur poursuit en anglais*]: Je vais poursuivre en anglais. J'ai maintenant le privilège de vous parler des activités récentes de l'ESPI. Ses activités peuvent être intéressantes pour les activités du Comité. L'ESPI est un centre de réflexion européen sur les questions de politique spatiale. Sa mission est de réaliser des études et des recherches et de fournir aux décideurs un avis indépendant sur les questions à moyen terme et à long terme concernant l'utilisation de l'espace. Par ses activités, l'ESPI a contribué à faciliter la prise de décision en Europe. L'ESPI organise également un réseau de recherche international, l'ESTRAM, et nous coopérons également étroitement avec les autres institutions gouvernementales et non gouvernementales.

Depuis la dernière session du Comité, l'ESPI a réalisé de nombreuses initiatives qui pourraient être intéressantes pour le Comité. Je vais en mentionner quelques-unes. Les 20 et 21 novembre 2008, s'est tenue une conférence sur l'utilisation équitable et responsable de l'espace. Cette conférence s'est tenue à l'ESPI. Cette conférence a été coorganisée par l'Institut international de l'astronautique, par la Secure World Foundation et par l'ESPI. Il y a eu une vingtaine d'orateurs de haut niveau, et le Président du COPUOS, l'Ambassadeur Ciro Arévalo, était un de ces orateurs et l'ancien Président du Comité, M. Gérard Brachet également.

Suite aux débats, une perspective politique intitulée "Dix mesures pour en arriver à une utilisation équitable et responsable de l'espace" a été présentée. Vous avez des informations à ce sujet dans le fond de la salle. Les résultats de cette conférence unique seront publiés sous forme de livres cette année.

En 2008, l'ESPI a également publié de nombreuses études approfondies et des documents de politique qui portaient sur les applications spatiales, l'exploration, la sécurité et la réglementation. Tous ces documents peuvent être téléchargés sur notre site web qui est le [www.espi.at](http://www.espi.at) et l'ESPI continue également de publier un annuaire sur les politiques spatiales. La prochaine édition couvrira les années 2007 et 2008 et sera publiée au cours des jours à venir. Il s'agit d'une étude sur la politique spatiale et il y aura également un volume sur les menaces, les risques et la viabilité. Tous ces livres sont publiés par la maison d'édition *Springer* New York.

L'ESPI espère qu'avec ces initiatives et tous les documents correspondants que vous pouvez obtenir sur notre site web, nous pouvons appuyer le travail du Comité. Dans ce contexte, je voudrais faire savoir au Comité que l'ESPI a présenté une demande de statut consultatif auprès de l'ECOSOC, et cela permettra de renforcer davantage les relations qui existent entre l'ESPI et le système des Nations Unies.

En conclusion, je souhaiterais dire que c'est avec plaisir que j'invite toutes les délégations à participer à une table-ronde intitulée "Nouvelles perspectives pour la coopération Amérique latine et Europe sur l'espace" qui se tiendra lundi 8 juin 2009, ici à Vienne. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je voudrais remercier la représentante de l'ESPI et remercier le Directeur de l'ESPI que nous connaissons tous pour son dynamisme et pour la façon dont il a contribué aux travaux du Comité. Nous vous remercions également pour tout ce que fait l'ESPI, car je dois dire que vos activités sont des activités particulièrement importantes, des activités qui ont un lien avec ce que nous faisons ici et vous nous avez également invités à une table-ronde sur les relations entre l'Amérique latine et l'Europe. Merci encore une fois pour votre contribution.

Je pense qu'il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste sur ce point de l'ordre du jour, mais nous en arrivons à un point particulièrement important, il s'agit de la déclaration de Mme Mazlan Othman, Directrice du Bureau des affaires spatiales. Vous avez la parole, Mme Othman.

**Mme M. OTHMAN** (Bureau des affaires spatiales) [*interprétation de l'anglais*]: Monsieur le Président, je voudrais vous remercier pour l'occasion qui m'est donnée de m'adresser au Comité et de parler des activités du Bureau des affaires spatiales au cours de l'année écoulée. Je

voudrais vous souhaiter la bienvenue et je voudrais également dire que c'est un plaisir que de vous voir présider encore une fois les travaux du Comité. Je peux vous assurer du plein appui du secrétariat dans l'exercice de vos fonctions.

Je souhaiterais également saluer Suvit Vibulsresth et Filipe Duarte Santos qui occupent les postes de vice-Président et de deuxième vice-Président, respectivement.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, j'ai le plaisir d'informer le Comité que le Bureau a développé ses priorités opérationnelles pour la période 2009-2011 et que ces priorités ont été approuvées par le Comité exécutif du Bureau des Nations Unies ici à Vienne.

Nous avons bien sûr tenu compte des directions fournies par le COPUOS et du document de cadre stratégique du secrétaire général pour 2010-2011 et les priorités du Bureau reprennent les principes d'engagement. Nous nous concentrons sur les solutions spatiales pour le développement durable, sur la gouvernance spatiale et sur les principes opérationnels qui sont au centre de nos activités et qui visent à renforcer nos obligations additionnelles.

Certaines des priorités opérationnelles du Bureau pour 2009-2011 sont prédéterminées par le mandat et par les objectifs du programme. D'autres sont guidées par le Programme des Nations Unies et par le pilier de développement et cela inclut entre autres le renforcement du processus intergouvernemental, les responsabilités que nous devons assumer au nom du secrétaire général, l'appui au développement durable en mettant l'accent sur le changement climatique, la téléépidémiologie, la télésanté et le renforcement des capacités autochtones dans les technologies spatiales de base, protéger les biens mondiaux par le biais du programme SPIDER, le programme de l'ICG et également les instruments météorologiques et le renforcement de la coopération au sein du système des Nations Unies.

Pour renforcer ces priorités opérationnelles, le Bureau a rédigé une liste de partenaires stratégiques, une liste de partenaires dont nous allons appuyer les activités par le biais de dons, par le biais de bourses. Pour renforcer cela, nous avons mis en place des mécanismes permettant d'accroître la cohérence et la coordination du travail du Bureau, rationaliser les leçons apprises et renforcer nos obligations additionnelles.

Nous sommes dans une période où nous disposons de moins en moins de ressources. Un plan stratégique sur trois à cinq ans et qui a des domaines prioritaires est par conséquent impératif.

Pour ce faire, nous devons continuer à recevoir des avis de cette auguste assemblée.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, j'ai maintenant le plaisir de brièvement vous parler des activités qui ont été réalisées par le Bureau dans le contexte de ces priorités et je vous parlerai également des actions qui sont prévues. Ma déclaration vous sera distribuée un petit peu plus tard.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, l'année dernière, le Bureau a continué à appuyer un certain nombre d'activités ayant pour objectif de nous acquitter des responsabilités du secrétaire général au titre des traités et des principes des Nations Unies et des résolutions pertinentes. Comme nous l'avons indiqué lors du Sous-Comité juridique, le Bureau a suivi bien sûr les débats du Comité et du Sous-Comité sur des questions concernant l'enregistrement des objets spatiaux et nous avons obtenu des résultats positifs.

Le Bureau a noté qu'il y avait une augmentation marquée du nombre d'États en matière d'enregistrement et du nombre d'États présentant des informations sur les objets spatiaux. Il y a de nombreux États qui sont en train d'œuvrer afin de mettre en œuvre la recommandation 62/101 intitulée "Recommandations permettant de renforcer les pratiques des États et des organisations intergouvernementales dans l'enregistrement des objets spatiaux". À cet égard, j'ai le plaisir de vous informer que l'Indonésie, la Thaïlande et l'Arabie saoudite ont présenté des informations sur l'enregistrement pour la première fois, et que les Pays-Bas, le Pakistan et la République de Corée nous ont fait savoir qu'ils avaient mis en place des registres nationaux.

Pour ce qui est des responsabilités confiées par le secrétaire général au titre du régime juridique régissant les activités spatiales, en particulier la diffusion des informations fournies par les États membres dans le cadre du Traité sur l'espace, le Bureau souhaiterait informer les délégués qu'à l'heure actuelle, il est en train de traiter une notification par le Brésil sur le sauvetage et sur le retour à l'État lanceur d'un objet spatial découvert sur son territoire. Il y a eu également une notification au titre du Traité sur l'espace des Pays-Bas sur le placement d'un objet spatial en orbite.

Dans le cadre de ce programme de renforcement des capacités sur le droit spatial, le Bureau continue de promouvoir l'acceptation et la mise en œuvre des traités et des principes des Nations Unies en matière d'espace et d'éducation en matière de droit spatial. Dans la limite de ses

capacités, le programme organise un atelier annuel, fournit des avis sur le droit spatial et sur les politiques spatiales, contribue aux efforts mondiaux visant à promouvoir le droit spatial et fournit une assistance technique afin d'aider les gouvernements à mettre en œuvre leur engagement au titre des traités spatiaux. L'atelier de cette année sur le droit spatial se tiendra à Téhéran en novembre 2009. Il est organisé conjointement avec le Gouvernement de la République islamique d'Iran et l'Agence spatiale iranienne. Cela sera le sixième atelier de ce type. Un autre atelier se tiendra en 2010 et nous déciderons du lieu de cet atelier un petit peu plus tard.

Il y a également une autre initiative importante dans le cadre du programme du droit spatial, il s'agit du développement d'un programme pour un cours de base sur le droit spatial qui pourrait être inclus dans les programmes éducatifs des centres régionaux sur l'éducation technologique et la science spatiale affiliés aux Nations Unies. Un projet préliminaire de programme a été distribué pour information au Sous-Comité juridique en avril de cette année, et je voudrais remercier très sincèrement le groupe d'experts qui ont contribué et qui nous ont fait bénéficier de leur expérience. Le travail sur ce programme va se poursuivre et nous souhaiterions finaliser ce programme et le transmettre au centre et aux institutions d'éducation intéressées de par le monde.

En conclusion, le Bureau souhaiterait faire savoir aux délégations que Mme Galleway des États-Unis est décédée à 102 ans. Nous nous rappellerons son expérience et ses compétences et nous nous rappellerons la contribution qu'elle a apportée aux travaux du COPUOS.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, les mécanismes de coordination régionaux et les initiatives jouent un rôle essentiel car cela permet de renforcer l'utilisation des sciences et technologies spatiales et leurs applications pour le développement durable. Dans ce contexte, le Bureau se félicite des progrès qui ont été réalisés par nos centres régionaux. Maintenant, tous ces centres offrent des cours sur le long terme et sur le court terme et des ateliers sur la télédétection, la météorologie satellitaire, sur les communications satellitaires et sur les sciences spatiales. Grâce à leur persévérance et grâce à leur dévouement, ces centres ont pu surmonter un nombre important de difficultés opérationnelles. Toutefois, un des défis les plus importants auxquels se heurtent ces centres c'est la participation limitée des États membres dans les structures directrices des centres régionaux. Une participation majeure et plus de contribution de la part des États membres constituent des éléments essentiels si l'on souhaite que ces centres continuent d'opérer. Je voudrais par

conséquent vous lancer un appel et vous demander d'appuyer de façon active cette initiative régionale importante. Plus d'informations sur la réalisation de ces centres peuvent être trouvées sur la publication intitulée "Renforcement des capacités dans le domaine des sciences et de la technologie spatiales".

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, toujours pour ce qui est de l'appui aux initiatives régionales, le Bureau a contribué aux préparatifs mis en place suite à la tenue de la VI<sup>e</sup> Conférence spatiale des Amériques en appuyant et en participant à la deuxième réunion des représentants du secrétariat pro tempore de la V<sup>e</sup> Conférence spatiale des Amériques et du groupe international d'experts de la Conférence spatiale des Amériques qui a eu lieu en Équateur en août 2008.

J'ai le plaisir de faire remarquer que la troisième Conférence des leaders africains dans le domaine de la science et de la technologie spatiale aura lieu un petit peu plus tard cette année en Algérie. Le Bureau appuie cette conférence et continuera de travailler de concert avec les organisateurs pour veiller à ce que le système des Nations Unies contribue de manière efficace à la mise au service de l'espace pour l'Afrique.

Autre élément important pour renforcer l'utilisation des solutions spatiales pour promouvoir le développement durable c'est l'approche intégrée à l'application des techniques spatiales. Le programme des applications des techniques spatiales a utilisé cela comme base dans ses activités de planification et d'application des activités de renforcement des capacités, et notamment dans le domaine du développement des zones montagneuses, la téléépidémiologie, la télésanté et le changement climatique. Vous trouverez plus d'informations sur la question dans le rapport des experts sur l'application des techniques spatiales. Le Sous-Comité scientifique et technique a d'ailleurs adopté les activités qui sont prévues par ce programme pour la période 2009.

En 2010, ce programme organisera des activités relatives au changement climatique et son incidence sur les ressources hydriques et sur les petits satellites.

Mesdames et Messieurs, comme l'a dit le secrétaire général dans son cadre stratégique pour l'organisation pour la période 2010-2011, les Nations Unies est l'organisation la mieux placée pour faire face aux menaces au niveau mondial et pour garantir la survie et pour assurer la protection des biens communs. La technologie et la science spatiales ainsi que leurs applications, étant donné leur nature et leur portée sont idéales pour justement trouver et pour fournir des solutions

mondiales qui sont nécessaires. Le Bureau est mobilisé en faveur de ces activités.

Mesdames et Messieurs, le Bureau a également contribué à l'Année héliophysique internationale en 2007. Une campagne internationale de 2005 à 2009 a permis de mettre en place toute une série de stations au niveau terrestre dans les pays en développement et l'utilisation d'un instrument de ce type a permis de mettre en place une association, un partenariat entre les pays hôtes et les opérateurs de ces outils.

Un petit peu plus tard cette année, à Daejeon en République de Corée, nous organiserons avec l'Agence spatiale européenne, la NASA et la JAXA, le cinquième d'une série d'ateliers ayant pour but d'appuyer les objectifs de l'Année héliophysique internationale. L'objectif étant de poursuivre l'exploitation des stations terrestres pour explorer l'impact par exemple de l'interaction entre la Terre et le soleil. Le Bureau continuera en outre d'appuyer l'initiative internationale spatiale en matière de climat.

Autre exemple de la mobilisation des Nations Unies dans ce domaine c'est le comité international du GNSS. En tant que secrétaire exécutif du Comité interinstitutions de coordination, le Bureau continuera d'appuyer les préparatifs à ces réunions, la planification, les activités du groupe de travail. Le Bureau est en train de mettre en place un programme sur les applications de ce réseau mondial et un atelier et un cours de formation auront lieu en 2010.

Permettez-moi maintenant de revenir sur la troisième réunion de l'ICG, le Comité interinstitutions. Il s'est réuni à Pasadena en Californie aux États-Unis du 8 au 12 décembre 2008. Il a examiné les développements récents dans le domaine des systèmes mondiaux de satellites de navigation, il a réaffirmé le rôle des centres régionaux de formation aux questions en matière de technologies et de sciences spatiales qui sont affiliés aux Nations Unies. Il a accepté l'invitation de la Fédération de Russie d'organiser la quatrième réunion qui aura lieu à Saint Petersburg du 14 au 18 septembre 2009. Il a pris part également de l'offre de la communauté européenne et de l'Italie qui ont gentiment proposé d'accueillir la prochaine réunion en 2010.

Pour ce qui est maintenant du programme ONU-SPIDER. Toute une série d'activités et de diffusion ont été menées à bien. Nous les avons appuyées au cours de l'année qui vient de s'écouler. L'élaboration du *knowledge portal*, du portail des connaissances. Le Bureau a également fourni un conseil et un soutien aux techniques consultatives

au Burkina Faso et à la Namibie et continuera de fournir un appui au Togo.

J'attire votre attention sur le fait qu'un atelier international aura lieu en salle de conférence n° 2 coparrainé par le Gouvernement de l'Autriche, il porte le titre de "Renforcement des capacités pour réduire les conséquences des catastrophes naturelles". Il fait partie des activités de divulgation et de diffusion du programme ONU-SPIDER en 2009. Comme vous le savez, ce programme est financé sur la base de contributions volontaires, des contributions financières, des contributions en nature. Nous tenons à remercier l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, la Croatie, la République tchèque, l'Indonésie, la République de Corée et l'Espagne pour leur soutien. Nous invitons tous les États membres à envisager de contribuer à ce programme et à tirer pleinement profit des possibilités à disposition. Nous avons ainsi préparé un document "Possibilités de coopération", "*Opportunities for cooperation*", qui vous donne une idée des besoins du programme ONU-SPIDER pour la période 2010. Ces besoins ce sont des besoins financiers, des besoins en nature, ainsi que le détachement d'experts associés. Ce document est à disposition dans le fond de la salle.

La quatrième plateforme mondiale appuyée par le Bureau c'est bien sûr la plateforme COSPAS-SARSAT. Un cours de formation a été organisé en janvier 2009 pour appuyer la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et en 2010, un cours de formation assez similaire sera organisé en appui à la région d'Asie occidentale.

Monsieur le Président, le Bureau continue de coordonner et de renforcer la coopération interinstitutions pour ce qui est des activités liées à l'espace dans le cadre du système des Nations Unies, comme vous le savez, en organisant et en servant de secrétariat, comme par exemple la réunion interinstitutions des Nations Unies sur les activités dans l'espace extra-atmosphérique qui est le premier mécanisme de coordination du système des Nations Unies pour renforcer la coopération dans les activités liées à l'espace. Cette réunion est une plateforme pour les institutions des Nations Unies dans laquelle elles peuvent partager des informations sur les activités en cours et sur les activités à venir pour éviter les doublons, faire émerger des synergies notamment étant donné l'importance croissante des informations spatiales.

Une information sur les résultats de cette réunion cette année vous seront fournis par le Président de la 29<sup>e</sup> réunion interinstitutions dans sa déclaration au Comité.

Au mois de novembre de l'année dernière, le Bureau a accueilli la deuxième réunion plénière du

groupe de travail sur l'information géographique des Nations Unies. Le Bureau continue également d'être le coordonateur au niveau des Nations Unies quant à la réentrée d'objets transportant des sources d'énergie nucléaires dans le cadre du plan conjoint de gestion des urgences radiologiques des organisations internationales, le plan J.

Pour ce qui est maintenant de la sensibilisation de l'opinion publique, nous avons continué d'organiser des activités à l'attention de l'opinion publique et des jeunes. Cette année, nous célébrons le dixième anniversaire de la déclaration de l'Assemblée générale sur la Semaine mondiale de l'espace. Pour fêter cet anniversaire, le Bureau organisera toute une série d'activités et de diffusions de concert avec ses partenaires, le Forum autrichien de l'espace, le Conseil consultatif de la Space Generation Advisory Council et la World Spaceweek Association. Le Bureau organisera en octobre à cet égard, une pièce de théâtre, *Space and Time* qui aura lieu ici au Centre international de Vienne. Elle sera présentée pour la première fois en octobre pour marquer l'Année internationale de l'astronomie 2009. Les représentants des missions permanentes seront invités à cette première.

Pour ce qui est des expositions, comme vous le savez l'année 2011 marquera le 50<sup>e</sup> anniversaire de la première réunion de ce comité. Cela marquera également le 50<sup>e</sup> anniversaire du premier vol habité dans l'espace. Pour commémorer ces manifestations historiques, le Bureau envisage de lancer toute une série d'activités de sensibilisation et a commencé à lancer des préparatifs pour en organiser d'autres. Le Bureau a le plaisir d'informer les délégations que le service postal des Nations Unies a gentiment accepté de produire une série de timbres pour marquer cette commémoration en 2011.

Nous encourageons les délégations à envisager ou à réfléchir à comment nous pourrions marquer ou célébrer ces anniversaires. Une exposition qui aura lieu au Centre international de Vienne célébrant le 50<sup>e</sup> anniversaire du premier vol habité et les réalisations du Comité au cours des 50 dernières années aura lieu en juin 2011. C'est une des options qui est envisagée et nous espérons que vous pourrez contribuer à ce processus de réflexion.

Nous tenons à saisir cette occasion pour remercier toutes les organisations et toutes les personnes qui nous ont aidés dans ces activités de diffusion, en particulier l'ONUDI et le service d'informations des Nations Unies.

Pour mettre en œuvre toutes ces activités, le Bureau dépend, bien sûr, son action dépend de plusieurs facteurs. Son mandat, la mise à

disposition de sources financières et humaines, et la participation et la coopération de toutes les parties prenantes. Comme vous le savez, le cadre stratégique du Bureau pour la période 2010-2011 a été adopté par le Comité l'année dernière et a été examiné par le Comité des programmes et de la coordination lors de sa quarante-huitième session qui a eu lieu du 9 juin au 3 juillet 2008.

Le Comité des programmes et de la coordination a insisté sur la nécessité pour le Bureau de continuer de plancher sur la question de la problématique des changements climatiques étant donné l'incidence que les changements climatiques auront sur les activités du système des Nations Unies et la nécessité de disposer d'une stratégie beaucoup plus précise dans ce domaine. Il a également souligné l'importance du renforcement des capacités des pays notamment dans le domaine de l'élaboration d'une législation et d'un droit de l'espace. L'Assemblée générale a adopté les recommandations du Comité des programmes et de la coordination pour ce qui est du cadre stratégique du Bureau pour la période 2010-2011. Ce cadre stratégique et les recommandations du CPC seront distribués à toutes les délégations au cours de cette session.

Pour ce qui est des ressources financières, je tiens à confirmer que le Bureau s'attend à une réduction de ses ressources budgétaires ordinaires, une réduction de 2 %. Malgré cette réduction, le Bureau prendra les mesures pour réduire les conséquences négatives de cette coupe budgétaire. La brochure sur le programme et le budget du Bureau est terminée. Il y aura un examen par le CCQAB, le Comité consultatif des questions administratives et budgétaires, qui aura lieu un petit peu plus tard au cours du mois de juin.

Malgré les difficultés financières, le Bureau a eu beaucoup de chance et tient à remercier tous les gouvernements et tous ceux qui ont contribué à nos programmes. Ainsi, depuis juin de l'année dernière, nous avons reçu 850 000 dollars en cash. En outre, les activités du Bureau des affaires spatiales ont été appuyées en nature par les gouvernements hôtes et les institutions hôtes. Les contributions financières et en nature qui ont été reçues par le Bureau pour l'application de son programme de travail représentent deux tiers du coût total de ses activités.

Il est clair, Mesdames et Messieurs, que les contributions financières et les contributions en nature sont un élément fondamental de l'application efficace du programme de travail du Bureau et j'espère que le Bureau pourra continuer de compter sur votre générosité et sur votre appui, bien sûr.

Permettez-moi maintenant de vous parler de la situation pour ce qui est des ressources humaines qui est la ressource la plus importante au niveau du Bureau. En effet, sans l'expérience et sans les connaissances de notre personnel, le Bureau ne serait pas en mesure de s'acquitter de ses nombreuses activités. Depuis la dernière session du Comité, le Bureau a vu des membres de son personnel partir et arriver. M. Lorant Czarán de Roumanie, M. Shirich Ravan, M. Juan-Carlos Villagrán, M. Peter Stumpf, M. Michael Lidgab, M. Tony Lyu de Corée, Toutes ces personnes sont venues se joindre à l'équipe du programme SPIDER.

Nous avons également des départs à la retraite, comme par exemple Mme Alice Lee qui a pris sa retraite le 14 janvier 2009 et nous lui souhaitons bon vent. M. Hans Haubold, quant à lui, est responsable du programme de l'application des techniques spatiales. Son engagement en faveur du programme est connu des membres du Comité. Il a été remplacé, comme vous le savez, Mme Lee, et son engagement et son abnégation ont permis de maintenir les objectifs que ce programme s'était fixés.

Enfin, nous avons le plaisir de vous informer que le processus de recrutement du poste de chef de la section de l'application des techniques spatiales ainsi que du poste d'expert des Nations Unies sur les applications des techniques spatiales a été mené à bien. M. Takao Doi du Japon a été sélectionné. Il a travaillé au niveau de la JAXA pendant plus de 20 ans. Il a été le premier astronaute japonais à sortir et à se promener dans l'espace, et en mars 2008, il a s'est rendu dans la Station spatiale internationale, comme vous le savez, lorsqu'il y a eu l'arrimage du module expérimental japonais KIBO. M. Doi est titulaire d'un doctorat en ingénierie aéronautique et en astronomie et il prendra ses fonctions en septembre 2009.

J'en arrive à la dernière partie de mon exposé, Mesdames et Messieurs. Comme vous le savez le défi principal du Bureau c'est aujourd'hui le manque de ressources humaines de qualité. Ainsi, les demandes croissantes auxquelles doit faire face le Bureau depuis plusieurs années, étant donné également la rotation assez importante au niveau d'un bureau de petite taille, a fait qu'il est de plus en plus difficile pour le Bureau de s'acquitter de ses fonctions. Si rien n'est fait, il faudra revoir la dotation en personnel de manière à trouver des voies et moyens de trouver une solution à ce problème y compris le recrutement de davantage de personnel.

Enfin, le Bureau a grandement profité de la coopération dont il bénéficie de la part de vous, Mesdames et Messieurs les parties prenantes. Vous

savez que John Don a dit "Un homme n'est pas une île". Cela démontre très clairement ce qui est nécessaire pour garantir le succès de notre programme. Je tiens à remercier et à exprimer la reconnaissance du Bureau à tous les gouvernements, à toutes les organisations non gouvernementales et intergouvernementales liées à l'espace que je n'ai pas pu mentionner dans ma déclaration mais qui ont contribué à ce programme.

Le Bureau est conscient de l'importance de ces partenariats et nous ferons de notre mieux pour renforcer ces partenariats.

En guise de conclusion, je tiens à vous assurer de l'engagement de mon bureau à continuer de sensibiliser l'opinion publique à l'importance de l'exploration de l'espace, à l'application de techniques spatiales pour l'amélioration de la condition humaine, et en particulier au renforcement des capacités des pays en développement pour que ceux-ci puissent tirer profit de ces bénéfices. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci Mme Othman. Merci pour ce rapport très complet quant aux activités qui ont été menées à bien par le Bureau au cours de l'année qui vient de s'écouler. Pour nous, le Bureau c'est le bras droit, pour ainsi dire, de ce Comité. Il est clair que si le Bureau est fort, le Comité également est fort. Si le Bureau ne dispose pas des ressources nécessaires, nous aussi nous voyons limités. Pour ce qui est des ressources humaines, j'en ai été le témoin, j'ai pu le voir de mes yeux, j'ai vu à quel point le personnel était engagé, et il est clair qu'étant donné que les activités du Bureau ne cessent d'augmenter, il faudra également adapter les ressources humaines, la dotation en personnel. Vous l'avez dit, il y a une coupe budgétaire de 2 %. Vous l'avez dit également, les deux tiers du financement émanent de contributions volontaires. Je tiens à vous appuyer, à me faire l'écho de l'appel que vous avez lancé. Je tiens à vous féliciter et par votre entremise, à féliciter tous les membres de votre équipe. Merci.

L'Ambassadeur du Chili a demandé la parole. Allez-y Monsieur.

**M. R. GONZÁLEZ ANINAT** (Chili) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Je suis tout à fait d'accord avec vous et je souscris pleinement à l'appel que vous avez lancé. Je suis tout à fait d'accord avec vous. En effet, tout ce qui est fait par le secrétariat, le travail abattu par le secrétariat est d'excellente qualité et cela fait déjà longtemps que c'est le cas. Le Dr Camacho qui est dans la salle et ses prédécesseurs l'ont dit et l'ont salué. C'est une constante historique. Plus le

Bureau s'efforce, plus malheureusement son budget se voit réduit. C'est presque un cercle vicieux. Je ne pense pas que l'on puisse continuer comme cela.

En effet, si l'on replace tout cela dans son contexte, on se rend compte que des mesures doivent être prises pour que lors de la prochaine Assemblée générale par le biais d'une résolution à tout le moins, on exprime la déception des pays, en particulier des pays en développement quant au manque de ressources dont dispose le Bureau.

Le Bureau a fait un travail d'excellente qualité, notamment pour ce qui est de la Conférence spatiale des Amériques. Le Bureau nous a aidés pour ce qui est du Chili à organiser une conférence préparatoire de cette Conférence spatiale des Amériques. Aujourd'hui, nous nous préparons à deux événements, la VI<sup>e</sup> Conférence spatiale des Amériques et la Conférence préparatoire qui aura lieu au Chili et je prierais Nik d'en faire mention dans le rapport parce que ça ne figure pas dans le rapport. L'appui du Bureau dans ce domaine est indispensable.

Le Dr Othman, nous la connaissons depuis longtemps, et nous avons pleine confiance en elle. Je tiens également à vous rappeler que nous attendons de voir ce que le Bureau aura à dire quant à la venue au Chili en décembre ou en janvier de quelques représentants ou en tout cas d'un représentant du Bureau et d'experts en application des techniques spatiales qui pourront nous présenter les avantages du fait de disposer d'un satellite au service du développement durable.

Comme je l'ai dit, je suis tout à fait d'accord avec vous, Monsieur le Président, nous sommes entre de bonnes mains. Le secrétariat et le Bureau sont d'excellente qualité. Malheureusement, il semblerait qu'il y ait une espèce de masochisme institutionnel parce qu'on pratique à des coupes allégées dans son budget, ce qui est malheureux. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, vous avez tout à fait raison. Je donne sans plus tarder la parole à la Grèce. Monsieur, vous avez la parole.

**M. V. CASSAPOGLOU** (Grèce) : Merci beaucoup, Monsieur le Président. Monsieur le Président, d'abord, je voudrais de tout cœur vous féliciter de votre réélection au poste de Président de notre Comité. Malheureusement, l'année dernière à cause de cette histoire de football qui est la psychose contemporaine mondiale, je n'ai pas pu être ici, à cause des prix fous que les hôteliers viennois demandaient. Donc, je suis vraiment très content de voir mon très cher ami présider la session.

Je voudrais simplement ajouter à ce que notre ami l'Ambassadeur du Chili vient de dire à propos du Bureau. Cela fait longtemps que, d'abord le Bureau, il y a presque 50 ans de fonctionnement, il a eu à sa tête des personnalités de très grande qualité. Commençons par (??) et par la suite Vladimir Kopal, et ainsi de suite jusqu'à aujourd'hui avec notre très cher ami, pour la deuxième fois, réélu, le Pr Mazlan Othman, sans oublier bien sûr mon ami Sergio Camacho.

Le problème est qu'à l'époque, le COPUOS avait 18 membres, par la suite 24 membres, aujourd'hui les membres sont 69, et il y a aussi bien sûr l'ambition de quelques États de devenir des membres, bien qu'on a dépassé d'un tiers (??) des Nations Unies de l'Assemblée générale. En tout cas, il y a une contribution qui est humaine. Parce qu'il fonctionne d'abord comme une cellule administrative du secrétariat général des Nations Unies, et en même temps, secrétariat du Comité plénier et de ses Sous-Comités et en plus surveillance ou fait la mise en œuvre des programmes des Nations Unies pour l'espace. Par exemple, pour l'éducation, c'est-à-dire la surveillance, l'organisation des centres régionaux pour l'enseignement sur la science et la technologie spatiales, le SPIDER, le Programme n° 5, et ainsi de suite, et en plus le registre des objets spatiaux. C'est vraiment le minimum *minimalis* de ce qu'ils font. Pour plusieurs années nous avons insisté que le budget, et aussi le personnel, doit être de la part du secrétariat général de New York, devrait être plus galant, si j'ose dire, envers les vraies nécessités du Bureau pour qu'il puisse assumer ses responsabilités qui sont vraiment.

Mais malgré tout cela, si chaque année nous faisons le bilan de son travail, c'est vraiment un travail formidable, malgré les faiblesses d'ordre d'abord financier et aussi administratif du point de vue personnel. Heureusement que quelques pays aident soit en espèces soit en personnel, mais les lacunes sont déjà très grandes. Alors, je crois que comme l'avait déjà proposé mon ami l'Ambassadeur (??) et Raimundo Gonzalez, de peut-être faire un appel sous je ne sais pas quelle forme, au secrétariat général des Nations Unies, peut-être pendant la prochaine session de l'Assemblée générale dans le cadre de la Quatrième grande Commission, pour augmenter et pas diminuer. Le monde passe une crise économique terrible, mais en tout cas il faut que les Nations Unies fassent des économies d'un autre côté.

Voilà, Monsieur le Président, mon intervention et je vous remercie de votre attention. Merci beaucoup.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je voudrais remercier le délégué de la Grèce. Nous sommes tous à fait d'accord avec ce que vous venez de dire et je pense que personne n'aura d'objection. Il va falloir effectivement prendre des mesures. Il faut essayer de faire connaître un petit peu ce que fait le Comité, par le biais du rapport ou par le biais d'une déclaration du Président dans le cadre de l'Assemblée générale. Je pense que la chose la plus importante serait, d'une façon ou d'une autre, d'avoir un paragraphe dans la résolution afin que, très clairement, on comprenne la situation actuelle et la nécessité d'améliorer la situation. Merci encore pour cette observation.

Je donne maintenant la parole au Pr Rao d'Inde. Vous avez la parole.

**M. U.R. RAO** (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Je voudrais commencer par vous féliciter pour la façon dont vous gérez les travaux de notre Comité. Vous les gérez avec énormément d'efficacité et de compétence. Je voudrais également féliciter Mme Othman et son groupe pour l'excellente façon dont ils ont préparé cette session.

Je ne peux qu'être d'accord avec ce qui a été dit par mon cher ami, l'Ambassadeur du Chili, et avec cette suggestion. Vous avez besoin de beaucoup d'argent parce que vous devez absolument élargir la panoplie de vos activités. Prenez l'exemple de l'Afrique. Quelle est la situation en Afrique ? Il y a très peu de conférences qui se tiennent en Afrique et la plupart des pays africains sont en train, petit à petit, de parler de ces questions.

Mais quelle est la situation en Afrique ? La situation de la sécurité alimentaire par exemple qui est le thème le plus important. La productivité alimentaire, 1,2 tonne par hectare. Je pense qu'il s'agit d'une productivité très faible. Nous savons tous que nous pouvons faire également des calculs concernant la démographie et ainsi de suite, et nous verrons qu'au cours des 20 ou 30 prochaines années il faudra en arriver à 3 tonnes par hectare pour nourrir la population du continent. Le nombre de médecins disponibles, par exemple, le nombre de dispensaires, le nombre d'hôpitaux. Il y a de cela dix ans, quelle était la situation ? Vous aviez un médecin pour 250 personnes aux États-Unis, un médecin pour 2 000 personnes en Inde et un médecin pour 3 500 personnes en Afrique. Voilà quelle était la situation. Où sont les infrastructures pour aider la population dans les zones rurales ? Vous avez des médecins mais il y en a en ville, et la plupart des médecins vivent dans des zones urbaines. On parle de télé-médecine. La télé-médecine peut véritablement aider dans ce type de processus.

Il faut essayer de tenir des conférences sur le continent, convaincre la population de l'importance de l'espace. Comment utiliser les technologies spatiales et les sciences spatiales qui existent déjà. Par exemple, en Inde, on utilise la télémédecine mais nous avons besoin de beaucoup plus d'argent, nous avons besoin de plus de ressources. Il faut une visibilité, il faut inclure l'Afrique et cela doit être fait. Et pour ce faire, on a besoin de ressources financières supplémentaires, on a besoin d'appuis. Il faut que les activités du COPUOS soient appuyées.

Je pense que tous les membres du Comité ne pourront qu'appuyer le COPUOS. Vous devez demander plus de ressources financières parce que nous savons que ces ressources sont bien utilisées. Donc, je ne peux que souscrire à la suggestion qui a été faite.

Il y a le même problème en Asie. La productivité en Asie est très faible. Vous avez une croissance démographique importante et il y a des difficultés en matière de sécurité alimentaire. Si on n'arrive pas au développement durable, il y aura des problèmes. Le développement durable ne sera possible que si l'on utilise la technologie spatiale. Par conséquent, je souhaiterais vraiment suggérer que vous essayez d'une façon ou d'une autre de convaincre les Nations Unies et de convaincre tous les pays afin d'obtenir un appui supplémentaire et afin de mieux servir les populations. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je voudrais remercier M. Rao. Y a-t-il d'autres délégations qui souhaitent s'exprimer ? Le Chili, vous avez la parole.

**M. R. GONZÁLEZ ANINAT** (Chili) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Je me félicite de la présence de M. Rao ici, parce que M. Rao a énormément contribué aux activités du Comité. J'ai toujours suivi ce qu'il faisait. Il a mis l'accent sur un point que nous avons toujours évoqué ici. Il ne s'agit pas d'augmenter le budget, même si une augmentation du budget nous permettrait de mieux travailler. En fait, je pense qu'il faut absolument que dans le rapport, M. Niklas ne suis pas, mais j'espère que vous le lui direz, Monsieur le Président, il faut absolument que dans le rapport on parle de ce qui s'est passé au sein de l'Assemblée générale dans le cadre du groupe de haut niveau sur la sécurité alimentaire. Il faut absolument que cette année il y ait une séance de l'Assemblée générale consacrée à l'espace et la santé. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie. De toutes les façons la question du groupe d'experts est une question

fondamentale, et je pense que cette année, le groupe d'experts va travailler justement sur l'espace et la santé, qui est une question fondamentale. Je voudrais vraiment vous remercier pour cette observation. La Colombie, vous avez la parole.

**M. J. OJEDA BUENO** (Colombie) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Bonjour à tous. Ma délégation souhaiterait dire qu'elle souscrit à ce qui a été dit par l'Inde et par le Chili. Nous souhaiterions également demander qu'il faut absolument que cette proposition soit présentée à des instances supérieures. Il faudrait peut-être travailler au niveau des différentes institutions. Il faudrait que toutes les agences des Nations Unies soient impliquées, comme cela a été dit à juste titre par l'Ambassadeur Gonzalez. Il faut travailler dans le domaine de la santé, de la médecine, de l'environnement. Il faut trouver des ressources. Cela est toujours difficile, bien sûr.

Tous ceux qui sont présents ici, toutes les missions permanentes voient que cela peut se faire. Dans le cadre de l'ONUDI, par exemple, il y a un travail commun qui est réalisé pour mobiliser des fonds. L'ONUDI travaille avec le fonds mondial pour l'environnement. C'est juste un exemple. Le fonds mondial pour l'environnement a contribué de façon significative aux activités de l'ONUDI. C'est un exemple. Le fonds mondial pour l'environnement travaille sur l'environnement mais travaille et coopère avec l'ONUDI. Je pense qu'il faudrait, dans le cadre de l'Assemblée générale justement, parler d'un travail commun entre les différentes agences. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie. Nous allons devoir conclure sur ce point parce que nous avons les exposés techniques. En résumé, nous allons agir aux différents niveaux comme cela a été dit ici. Je pense que l'on pourrait également demander au secrétariat de réaliser une étude sur les différentes options, sur la façon dont on pourrait obtenir des ressources supplémentaires. Je voudrais savoir comment est-ce que le secrétariat pourrait structurer un petit peu la chose parce qu'il est très important de savoir quelles sont les différentes options que nous avons à notre disposition. Je demande au secrétariat de présenter les différents scénarios et la façon dont on pourrait obtenir des fonds, parce qu'il y a des exemples qui ont été cités par la Colombie. La Colombie a parlé des exemples de coopération. Merci à tous pour votre coopération à ce débat.

Nous allons maintenant passer aux exposés techniques. Notre premier exposé sera l'exposé du Japon. Je donne la parole à Mme Takemi Chiku. Takemi a participé à UNISPACE III, elle a travaillé au secrétariat, elle a une expérience certaine en

matière d'apport interrégional et elle va nous présenter un exposé intitulé "Consolidation de la paix grâce à l'enseignement des sciences spatiales auprès des jeunes ; contribution au développement humain du Centre national de formation spatiale de l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale, JAXA". Mme Chiku, vous avez la parole.

**Mme T. CHIKU** (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Merci pour donner à JAXA l'occasion de présenter son exposé. Je voudrais également vous parler de ce qu'a fait JAXA au cours de l'année écoulée. Nous avons mis l'accent sur la consolidation de la paix et il s'agit d'un concept clé qui a déjà été adopté aux Nations Unies il y a de cela quelques années. Il y a un lien entre ce qui est fait en matière de renforcement des capacités et notre centre d'éducation.

Le point focal du Japon a envoyé une première communication et a invité les autres pays à se joindre à cette équipe d'action. Ce point focal avait eu également l'idée de créer le premier centre d'éducation et a été le premier directeur de ce centre. Nous sommes convaincus qu'il faut travailler avec les pays en développement surtout pour aider les jeunes, pour les impliquer. Il s'agit d'une idée originale qui avait été énoncée par l'équipe d'action.

Il y a également d'autres agences spatiales qui ont des activités éducatives spatiales, mais nous nous ne mettons pas l'accent uniquement sur les activités spatiales. En fait nous mettons l'accent sur le bien-être, sur la qualité de vie des enfants. Notre pays, le Japon, est considéré comme un pays sûr, un pays riche. Mais lorsque l'on parle de richesses matérielles, il faut savoir que peut-être on a perdu autre chose. Certains de nos jeunes ont tué leurs amis, ont tué leurs parents ou se sont même suicidés. Nous sommes vraiment alarmés par la délinquance des jeunes. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes dit qu'il fallait faire quelque chose. Nous avons constaté que l'espace était un moyen permettant d'améliorer la qualité de vie des jeunes et pour faire en sorte que les jeunes aient un but dans leur vie. Nous utilisons par conséquent, tous les documents, tous les matériels spatiaux, pour susciter l'intérêt des jeunes et pour leur expliquer l'importance de la science et de la technologie spatiales.

Il y a également d'autres messages importants que nous transmettons aux jeunes, comme par exemple le caractère précieux de la vie. C'est le message important que nous essayons de leur transmettre. Nous étudions de plus en plus l'origine et l'évolution de l'univers et de la vie, et nous continuons notre recherche sur d'autres planètes. Je pense qu'il est très important

d'apprécier toutes les formes de vie qui existent sur notre planète précieuse. En fait, l'esprit de ne jamais abandonner, de ne jamais céder, est un autre message important que nous devons souligner et que nous essayons de transmettre à tous.

Nous souhaitons également que nos jeunes comprennent qu'il est très important de travailler ensemble pour construire un avenir meilleur. Pour nous, l'éducation spatiale est un moyen, un moyen efficace permettant de renforcer le développement humain, permettant d'aider les jeunes, permettant de susciter leur curiosité, de faire en sorte que les jeunes aient un esprit aventureux. Sur la base de cette conviction, nous réalisons nos activités.

Nous avons un personnel composé de 20 personnes et nous avons eu des résultats fructueux dans notre pays. Nous avons un appui dans les écoles, il y a de plus en plus d'écoles avec lesquelles nous travaillons, auxquelles nous transmettons ce matériel spatial. Nous avons également un soutien communautaire. Il y a de plus en plus d'événements éducatifs spatiaux qui sont organisés sur le territoire. Nous gérons toutes ces ressources sans avoir augmenté notre personnel.

Comment est-ce que nous avons procédé ? Il y a des éléments de succès. Nous essayons d'inspirer les enseignants. Nous travaillons avec les enseignants parce que nous estimons que les enseignants comprennent beaucoup mieux quels sont les besoins des jeunes, quels sont les sentiments des jeunes, car ils interagissent jour après jour avec les jeunes. Ces enseignants qui ont travaillé avec nous et qui sont convaincus de l'efficacité de l'éducation spatiale stimulent l'intérêt des étudiants, et ces enseignants parlent de l'espace dans leurs classes. Ces enseignants partagent leurs connaissances avec d'autres écoles lorsqu'ils travaillent dans d'autres écoles également.

Nous fournissons également une formation aux enseignants qui étudient dans les universités, dans les facultés d'éducation. Nous organisons également des événements sur le territoire et nous impliquons les communautés locales dès le début, dès l'étape de planification, et nous essayons de faire en sorte que les communautés s'approprient ces événements. Au fur et à mesure, nous transférons aux communautés locales les responsabilités d'organiser ces événements, et cela nous permet de réduire le montant des ressources que nous utilisons pour chaque événement.

Nous avons également lancé l'initiative d'introduire l'espace dans les foyers. Il faut que les parents soient impliqués et travaillent avec leurs enfants. Un certain nombre de parents nous ont félicités car ils nous ont dit qu'ils avaient

maintenant des sujets communs et qu'ils pouvaient maintenant mieux parler avec leurs enfants. Je pense que tous ces efforts contribuent à accroître l'intérêt des écoles et des communautés sur tout le territoire. De cette façon, il y a différentes activités éducatives spatiales qui sont réalisées.

Il y a de plus en plus d'occasions de travailler et nous partageons également notre expérience avec d'autres pays. Ce faisant, nous utilisons les cadres existants de coopération spatiale et nous essayons de créer des synergies par le biais de différents mécanismes. Un des cadres que nous utilisons est le Forum d'agences spatiales régionales Asie-Pacifique, l'APRSF. Dans le cadre du groupe de travail sur la sensibilisation et l'éducation, nous essayons également de créer des liens d'amitié au-delà des frontières.

Monsieur le Président, vous avez d'ailleurs participé à la dernière réunion du groupe de travail qui s'est tenue à Hanoï au Viet Nam, et ce groupe de travail participe de plus en plus activement dans les activités de promotion d'éducation spatiale dans notre région. Il y a également deux événements régionaux annuels. Il y a un événement organisé par l'APRSF et également un concours d'affiches. Dans un grand nombre de pays participants, il y a des compétitions qui sont organisées lors de la semaine spatiale mondiale.

Pour ce qui est du concours sur les affiches, les thèmes qui ont été choisis l'année dernière ont un lien direct avec l'Année internationale de l'astronomie que nous célébrons cette année. Nous utilisons les affiches du dernier concours et nous avons également développé un calendrier pour contribuer à l'année spatiale. Ici, vous avez d'autres activités conjointes que nous réalisons dans le cadre de l'APRSF.

Nous utilisons également l'UNESCO et nous appuyons son programme d'éducation spatiale. C'est d'ailleurs une des actions qui a été recommandée par l'équipe d'action sur le renforcement des capacités. En réponse à une invitation de l'UNESCO, nous avons participé et nous avons fourni un soutien matériel et technique à tous ces événements éducatifs. Dans une semaine, je vais commencer mes visites dans plusieurs villes d'Équateur et du Pérou afin d'appuyer les événements éducatifs avec l'UNESCO.

Nous allons l'APRSF et l'UNESCO dont je viens de parler, mais nous utilisons d'autres mécanismes pour la coopération pour travailler avec d'autres pays en dehors de l'Asie et du Pacifique. Nous nous félicitons des occasions qui nous ont été données de travailler avec les pays qui ont été le secrétariat *pro tempore* de la Conférence spatiale des Amériques et qui progressent dans le

renforcement de la coopération interrégionale en matière d'éducation spatiale.

Par exemple, la Colombie a organisé avec succès un événement spatial le mois dernier à Barranquilla avec la participation de plus de 24 000 étudiants et de 1 000 enseignants. Il y a également une autre mesure concrète qui a été prise en matière de coopération interrégionale et nous avons fourni non pas simplement un appui à cet événement, mais nous avons également invité le gagnant du concours qui s'est tenu sur cet événement, nous l'avons invité à participer à notre prochain concours qui se tiendra à Bangkok en Thaïlande. Nous allons inviter également le gagnant d'autres concours qui seront organisés au camp spatial régional qui se tiendra à Salinas en Équateur plus tard ce mois-ci.

Pour ce qui est des pays africains, nous avons eu des contacts par le biais de l'UNESCO et de l'Agence de développement international du Japon, mais nous sommes prêts à explorer d'autres méthodes de coopération. Nous avons introduit des méthodes d'enseignement et du matériel dans les pays en développement mais nous avons pu également bénéficier des contributions des enseignants et des éducateurs des pays en développement. Vous avez un exemple, il s'agit par exemple de la fusée à eau à des fins éducatives pour enseigner la physique en utilisant des fusées à eau. Lorsque nous avons introduit la version espagnole du manuel éducatif avec l'UNESCO, nous avons reçu un soutien important et des contributions de nos collègues de Colombie et d'Équateur et nous avons commencé les discussions pour élaborer une version portugaise de ce manuel.

Dans le cadre du résultat de l'atelier que nous avons coorganisé avec le Centre éducatif de Victorian d'Australie où des éducateurs de 12 pays y compris l'Argentine, la Colombie ont participé, nous disposons maintenant d'un forum en ligne pour tous ceux qui sont intéressés, forum qui peut être utilisé pour échanger des méthodes d'apprentissage et du matériel sur ces activités. Ici, vous avez une carte des pays auxquels nous avons fourni un soutien technique et un soutien matériel et nous recevons également différentes idées de la part des enseignants et d'éducateurs dans ces pays afin d'enrichir nos propres documents.

Nous souhaitons vous présenter cela car nous estimons que cette collaboration avec les différents éducateurs dans les différents pays est particulièrement importante.

Je m'en voudrais de ne pas parler du rôle du Conseil d'éducation spatiale international, ISEP, qui constitue un cadre important de collaboration entre les agences spatiales afin d'atteindre les objectifs qui sont les nôtres. La JAXA préside

l'ISEP et nous mettons l'accent en matière de projets conjoints sur les universités et sur les étudiants du troisième cycle. Mais dans le cas de notre centre d'éducation spatiale, nous appuyons les étudiants japonais afin qu'ils puissent participer aux projets ISEP, étant entendu qu'ils nous aideront en retour à sensibiliser les étudiants du primaire et du secondaire. Nous utilisons l'ISEP pour les étudiants japonais, mais cela signifie qu'en retour ils collaboreront à nos activités visant à sensibiliser les jeunes.

Je voudrais vous parler à ce sujet du programme de jeunes de l'IAC. Nous avons multiplié par deux le nombre d'étudiants japonais que nous parrainons afin qu'ils puissent participer à l'IAC à Daejeon cette année. Nous travaillons également avec le comité organisateur local coréen, non pas simplement pour que le programme étudiants soit couronné de succès, mais également pour appuyer le festival spatial qu'ils organisent pour les enfants. Pendant notre présidence, nous espérons pouvoir lancer des activités conjointes pour les écoles primaires et les écoles secondaires.

Monsieur le Président, la création d'équipes d'action après l'UNISPACE III a été une mesure participative, une mesure novatrice visant à optimiser les résultats et à mettre en œuvre les recommandations de la Conférence des Nations Unies. Cela a montré ce que nous pouvions obtenir s'il y avait une collaboration de la part des pays et si nous consentions des efforts communs pour atteindre les objectifs qui sont les nôtres. Cela peut être obtenu si on dispose de mécanismes de coopération au niveau international.

Notre centre essaye de mettre en place des réseaux, un réseau sur l'éducation spatiale à différents niveaux. Nous souhaitons utiliser avec efficacité les cadres de coopération existants. Nous souhaitons travailler non pas simplement avec les organisations, mais également avec les individus qui partagent nos principes et qui sont également d'accord avec le caractère précieux de la vie. Tous ceux qui sont convaincus de la puissance de l'espace et de la façon dont l'espace peut inspirer les jeunes, peut stimuler leur intérêt et peut les motiver à travailler dur vers un objectif commun peut tout à fait réaliser les activités spatiales.

Nous sommes tout à fait conscients, bien sûr, de l'ampleur du défi. Il n'est pas facile de réaliser des activités, de sensibiliser les jeunes, parce qu'il y a de nombreux jeunes, il y a 2,2 milliards de jeunes de moins de 18 ans dans le monde, et vous avez 2,3 millions de personnes de moins de 20 ans dans notre pays. Nous sommes convaincus que l'ampleur du défi ne doit pas nous décourager. Nous devons commencer, nous devons élargir nos efforts en matière d'éducation spatiale parce que le succès des

uns est le succès des autres, et ensemble nous pouvons avoir un impact positif sur les enfants. Il faut que les enfants connaissent l'espoir et nous devons avoir un impact durable, non pas simplement sur une personne mais, nous l'espérons, sur de nombreuses personnes.

Toutefois, ce que nous essayons de faire dans le cadre de ces activités c'est de jeter les bases de la paix. Il faut que les enfants, que le plus d'enfants possible comprennent que la vie est précieuse et comprennent l'importance de travailler ensemble pour construire un avenir meilleur.

Voilà, Monsieur le Président, notre contribution à la paix par le biais de l'éducation spatiale et nous ciblons le développement humain au niveau individuel. Nous travaillons lentement mais sûrement. Je vous remercie de votre attention.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je voudrais vous remercier pour cet exposé, exposé impressionnant. Je voudrais également vous remercier pour la noblesse de votre mission et pour toutes les activités que vous réalisez. Je pense que votre mission est un instrument particulièrement puissant.

Je vais donner la parole aux différentes délégations, l'Équateur, la Colombie et après le Chili. L'Équateur vous avez la parole.

**M. J. BARBERIS** (Équateur) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous venez de dire, Monsieur le Président, et je souhaitais intervenir parce que je pense qu'il est nécessaire de féliciter notre amie Takemi pour tout le travail réalisé. Dans le cas de l'Équateur qui est le secrétariat *pro tempore* de la V<sup>e</sup> Conférence spatiale, nous pouvons témoigner de l'impact de ces activités chez les jeunes et chez la nouvelle génération. Il est très important de mettre l'accent sur l'éducation spatiale. Il y a des projets qui sont réalisés avec le Japon et ces projets jouent un rôle fondamental. Je voulais tout simplement féliciter JAXA pour cet exposé, car les activités qui sont réalisées par JAXA sont des activités fondamentales. Ces activités ont un impact sur les jeunes et cela contribue à l'utilisation pacifique de l'espace. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie l'Équateur et je donne la parole à la Colombie.

**M. J. OJEDA BUENO** (Colombie) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Je voudrais vous remercier également pour ce que vous avez dit à l'adresse de Takemi. Nous ne pouvons qu'être d'accord avec ce qui a été dit et je voudrais vraiment remercier le Japon pour

sa générosité. Les activités sont des activités qui suscitent notre admiration parce que ces activités touchent l'Asie et le Pacifique mais elles touchent également d'autres continents. Je voudrais vraiment remercier Takemi et son gouvernement, parce que ces activités ont un impact sur les jeunes. Ces programmes aident les jeunes, ces programmes sensibilisent les jeunes et expliquent aux jeunes l'importance de l'espace. Avec le collègue des États-Unis, nous avons récemment parlé du quarantième anniversaire du premier pas sur la Lune et nous avons justement parlé du fait de changement de génération. Donc, il est très important d'expliquer aux jeunes ce qui s'est passé il y a de cela 40 ans, et d'expliquer aux jeunes l'importance de l'espace. Parce qu'on a perdu, en quelque sorte, une génération, et c'est grâce aux activités de Takemi, c'est grâce au Japon que l'on peut maintenant susciter à nouveau l'intérêt des jeunes. Donc, merci encore une fois.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie la Colombie et je donne la parole au Chili. M. Gonzalez, vous avez la parole.

**M. R. GONZÁLEZ ANINAT** (Chili) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Je pense qu'il est très facile et très difficile également d'intervenir après cet exposé. Nous connaissons Takemi depuis des années. Takemi a déployé des efforts sans faille et a toujours œuvré pour le développement humain et sur les questions spatiales. Elle a créé une synergie entre cette technologie de pointe et le développement humain et cette technologie a un impact sur le développement économique et social de tous nos pays, et ces activités ont un impact que les jeunes et sur tous les citoyens. Je parle au nom de mon pays mais je pense que je peux parler au nom des autres pays.

Cet exposé a été un exposé louable, un exposé qui a parlé des activités visant à susciter l'intérêt des jeunes et qui a parlé également des défis qui nous attendent. Je voudrais vraiment féliciter Takemi, féliciter son pays au nom de ma délégation. Je voudrais également dire à Takemi que nous espérons que la prochaine fois qu'elle viendra en Amérique latine, j'espère qu'elle viendra également au Chili. En tous les cas, nous vous accueillerons les bras ouverts car nous souhaiterions que vous continuiez à travailler, parce que dans le cas du Chili, la question de l'éducation est une question prioritaire. Je pense que l'éducation peut permettre de surmonter tous les obstacles en matière de développement. Je pense que l'éducation s'inscrit dans une action multilatérale et dans l'obtention des objectifs du millénaire.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci à l'Ambassadeur du Chili. Pr Rao, vous avez demandé la parole, allez-y.

**M. U.R. RAO** (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Merci beaucoup, Monsieur le Président. J'ai été assez impressionné, je dois le dire, par l'exposé fait par la JAXA. En effet, il y a beaucoup d'enfants, il est donc difficile de pouvoir s'adresser à tous les enfants. Mais je pense qu'en fait la tranche d'âge qui a été choisie est la meilleure, parce que la curiosité des enfants est sans limites.

Nous nous sommes rendu compte en Inde que, même s'il est vrai qu'il est nécessaire de mobiliser les enfants, de les mobiliser, il est également important de sensibiliser également les enseignants. Les enseignants obtiennent leur diplôme quand ils ont 25 ans, et ensuite il y a stagnation, ils ne se forment pas sur le tas et ils n'ont pas ensuite la possibilité d'approfondir leurs connaissances, et à moins de sensibiliser également les enseignants, ceux-ci ne pourront pas transmettre ces connaissances. Je pense qu'ils peuvent jouer un rôle de catalyseurs dans ce domaine.

L'accent sur les enfants, c'est bien, mais il faut également donner la possibilité aux enseignants, un espace pour que ceux-ci puissent jouer un rôle multiplicateur par la suite. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, Pr Rao. L'Arabie saoudite a demandé la parole.

**M. M. A. TARABZOUNI** (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Ça a été un plaisir pour moi que d'écouter ce que les Japonais font. Je viens de recevoir un courrier électronique de ma fille, je vais vous en donner lecture. "Merci pour les posters, merci pour ton aide." Ça démontre que même dans nos écoles, on sensibilise les enfants. J'ai mis à disposition de ma fille des posters pour que justement, ma fille et ses camarades de classe aient une idée de ce que c'est que l'espace, pour qu'ils en parlent, pour que ces enfants en parlent dans leurs familles et dans leur pays.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci beaucoup au représentant de l'Arabie saoudite. Je pense que l'exemple de votre fille a tout dit. Il y a d'un côté nos mandants, les mandants immédiats, dans le cadre de nos familles, mes trois enfants par exemple sont très intéressés par ce qui touche à l'espace. On se rend compte de l'effet multiplicateur que cela peut avoir au niveau d'une région, au niveau du pays. Le fait de travailler au niveau régional lorsqu'il y a des enfants qui ont une curiosité sans limites. Je vous

remercie en tout cas, merci à Takemi, merci Madame de votre exposé.

Je vous propose de passer à l'exposé suivant. C'est le Dr Sergio Camacho, le secrétaire général du Centre régional de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui va faire un exposé qui porte le titre suivant "Rapport sur le fonctionnement du Centre régional de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Amérique latine et les Caraïbes". Sergio, s'il vous plaît, vous avez la parole.

**M. S. CAMACHO (CRECTEALC)**  
*[interprétation de l'espagnol]*: Merci beaucoup, Monsieur le Président. Permettez-moi de vous dire que c'est la première fois que je prends la parole au nom du Centre régional de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Amérique latine et les Caraïbes. C'est la raison pour laquelle je tiens à exprimer quel plaisir je prends à vous voir présider nos travaux.

Nous sommes, sachez-le, à votre disposition, en tout cas le centre que je représente et moi-même sommes à votre disposition. Si vous avez besoin de nos services, d'une contribution de notre part pour ce qui est de l'Amérique latine et des Caraïbes, nous sommes là à votre disposition.

Très brièvement, parce que je ne vais pas non plus adopter une perspective historique, tout le monde connaît la genèse des centres régionaux. Les centres régionaux, comme vous le savez, ont été mis en place suite à une initiative du Bureau des affaires spatiales, en particulier par le programme de l'application des techniques spatiales de ce même bureau, sous la houlette du système des Nations Unies et des institutions spécialisées des Nations Unies.

Le Centre que je représente, le Centre régional de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le CRECTEALC, a été mis en place en 1997 par le biais d'un accord entre les gouvernements brésilien et mexicain. Il a ensuite été affilié aux Nations Unies par le biais d'un mémorandum d'accord en 2003. Le Centre dispose de deux campus. Un campus est situé au Brésil, un autre au Mexique. Le campus brésilien a déménagé, il est maintenant à Santa Maria, dans l'État de Rio Grande de Sur qui est presque à la frontière avec l'Uruguay et l'Argentine. Le campus au Mexique est à Tonansitla qui est deux heures et demie à l'est de la ville de Mexico.

Quelle est la mission du Centre ? C'est de former, former au niveau le plus élevé pour développer les compétences et les connaissances techniques et scientifiques. Le Centre, comme d'ailleurs tous les autres centres régionaux, propose

des programmes d'étude, de formation, de troisième cycle dans les domaines qui sont mentionnés ici, télédétection, systèmes d'information géographique, communication par satellites, météorologie satellitaire et changement climatique. Le dernier élément, sciences atmosphériques et spatiales, ce n'est pas encore le cas, c'est prévu, on va lancer un cours dans ce domaine et ça devrait se faire à partir de l'année prochaine.

Nous utilisons comme guideline, pour ainsi dire, les programmes qui ont été élaborés par le programme pour l'application des techniques spatiales, en l'adaptant aux conditions locales et régionales. Au Brésil, par exemple, sur le campus du Brésil, il dure neuf mois puisque c'est la durée qui a été recommandée par le Bureau des affaires spatiales, et pour le Mexique, il s'agit de cours d'un an, de douze mois. Il y a trois mois de plus étant donné qu'il y a une poursuite des études sur la base d'un projet qui est réalisé dans le pays des étudiants.

Pour ce qui est des activités du Centre. Les campus ont évolué, il faut le savoir. Nous avons un petit peu changé l'angle d'approche des différents programmes d'études. Ce qui est mentionné à l'écran n'est pas traité dans un seul programme mais est traité dans tous les programmes. L'environnement, la protection de la diversité biologique, les changements climatiques, la santé, l'éducation. La santé et l'éducation, bien sûr c'est l'utilisation des images satellitaires pour ce faire. La prévision météorologique, la gestion des catastrophes naturelles et le développement de la science spatiale.

Quel est le public auquel nous nous adressons ? Quels sont ceux qui participent à ces cours de formation ? Il s'agit de professeurs, de chercheurs, de praticiens des institutions publiques et privées ainsi que d'autres professionnels du secteur.

Pour ce qui est du campus du Brésil, c'est l'INPE qui appuie les activités du campus. Il s'agit de l'Institut national de recherches spatiales. Alors qu'au Mexique les activités du Centre sont appuyées par l'Institut national d'astrophysique, optique et électronique. Les campus, les centres bénéficient en outre d'un appui des ministères des affaires étrangères des deux pays qui composent le conseil d'administration du centre régional.

Les langues d'enseignement sont le portugais, l'espagnol et l'anglais. Vous vous en doutez, puisqu'on est au Mexique et au Brésil, c'est le portugais et l'espagnol qui dominent, mais lorsqu'il y a des professeurs qui sont invités, il est clair qu'on utilise parfois l'anglais. Lorsqu'il y a

des ateliers, il y a également des exposés qui sont faits dans d'autres langues.

Depuis sa création, le Centre a mené à bien ces activités et ces cours qui sont mentionnés ici à l'écran. Nous avons formé 253 professionnels du secteur de 12 pays différents qui sont ceux qui ont obtenu leur diplôme. Ici, je fais référence aux cours de longue durée. Ce qui est assez intéressant, une statistique assez intéressante qui met du baume au cœur en ce qui me concerne, en tout cas pour la région, c'est que 80 % de ces gens qui ont été formés travaillent dans leur domaine de spécialisation mais dans leur pays. C'est un pourcentage assez élevé si on prend en considération notamment le fait que ces professionnels sont mobiles, notamment les possibilités de mouvement qui s'offrent à des spécialistes comme ces gens-là. Cependant, 80 % d'entre eux, comme je l'ai dit, restent dans leur domaine de spécialisation et dans leur pays.

Nous organisons également des ateliers, des cours de formation plus brefs et des séminaires. Lorsque j'ai dit que nous avons évolué, c'est à cela que je faisais référence. Autrement dit, les ateliers ne sont pas seulement organisés pour transmettre des connaissances. Non. Ce que l'on fait ce sont des séries. Sur le campus brésilien, par exemple, nous avons lancé une série d'ateliers sur les catastrophes naturelles. Ce que nous essayons également de faire c'est de mener à bien ces activités non seulement au Brésil et au Mexique mais également dans d'autres pays de la région. Nous disposons déjà, nous avons déjà signé des mémorandums d'accord avec le KIRSEN, avec la CONAE, avec la CONIDA pour ce qui est des institutions régionales. Nous voulons également signer des mémorandums d'accord avec les gouvernements pour les gouvernements puissent prendre part aux activités du conseil d'administration du centre.

Dans cette série de séminaires sur les catastrophes naturelles, voilà certains des thèmes. Je ne l'ai pas dit au début mais ce rapport couvre ce qui s'est passé, les activités en 2008. Ainsi, les chiffres qui vous sont présentés sont des statistiques cumulatives. Je suis en train de vous présenter, non pas la totalité des activités, mais les directions ou les avenues dans lesquelles nous nous sommes engagés. Vous observez ici les changements dont je vous parlais, l'évolution dont je vous parlais, notamment dans le cadre de cette série sur les catastrophes naturelles.

Nous avons également, comme je vous l'ai dit, lancé des activités dans d'autres pays de la région, c'est la deuxième avenue de recherche. Ensuite, troisièmement, une plus grande interaction entre les institutions internationales, comme par exemple dans le cas de la recherche de solutions

spatiales à la gestion des catastrophes naturelles et aux ripostes aux situations d'urgence. C'est le troisième tiret ici à l'écran. Vous voyez, lorsque je parle de collaboration avec les institutions internationales, elles sont mentionnées là, l'ONU-SPIDER, le Groupe sur l'observation de la Terre, GEO, le Comité sur les satellites d'observation de la Terre, le CEOS, et le WGE, également d'autres groupes de travail qui planchent sur ces questions.

Le Comité sur les satellites d'observation de la Terre, le CEOS, réunit toutes les agences d'exploration spatiale au niveau international. Il dispose de groupes de travail sur la question. Autrement dit, ce que je voulais dire par là, c'est que nous essayons de renforcer les liens que nous entretenons et la coopération avec des institutions internationales de ce type.

Ensuite, nous prenons part également aux activités liées aux systèmes mondiaux de navigation par satellites, les systèmes GNSS. Cela rentre dans le cadre des activités qui ont été lancées déjà depuis pas mal de temps. Cela s'inscrit également dans le cadre de la campagne que nous avons lancée pour que notre centre puisse devenir un centre d'information régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes auprès de l'ICG. L'ICG, comme vous le savez, c'est le Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellites.

Nous avons déjà travaillé avec GALILEO pour devenir un centre d'information du système GALILEO et nous espérons élargir notre palette en devenant également un centre d'information du Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellites, le système ICG.

J'essaie un petit peu de vous donner une certaine perspective parce que cela fait déjà pas mal de temps que ça dure, depuis 2006, ce ne sont pas des activités d'il y a quelques mois.

Pour ce qui est des activités à venir. En 2009, nous organiserons une réunion au titre de notre participation au réseau GALILEO, à l'intention de l'industrie, au Brésil en 2009. Ensuite, un atelier également sur les capacités GNSS et leur utilisation en application et en recherche. Système public institutionnel et système privé applications.

Nous participons aux activités du Bureau des affaires spatiales, c'est la raison pour laquelle nous avons détaché un de nos experts vers le centre Asie-Pacifique. On leur a demandé de nous inviter, alors ils nous ont gentiment invités, ils nous ont acceptés. Ils nous ont invités à un cours de formation qui a été organisé en Inde, un cours de formation d'une durée d'un mois. Ensuite, il y a eu également la participation d'un de nos collègues qui a pris part à un atelier qui s'est tenu en Colombie. Cette année, sur la base de l'invitation très

courtoise d'ailleurs, du Directeur du Centre régional basé au Maroc, on se rendra ou on prendra part à un cours assez similaire à celui qui s'est tenu en Inde d'une durée d'un mois.

Tous ces cours contribuent aux efforts du Bureau des affaires spatiales pour échafauder un programme d'études commun. L'année dernière, en décembre, nous avons présenté une proposition officielle au Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellites, ICG, pour que notre centre, le CRECTEALC, devienne centre d'information. Nous avons expliqué au Comité internationale ce que nous étions en mesure de lui offrir. Une couverture régionale, des programmes de formation dans toutes les disciplines liées à l'espace, un soutien dans l'élaboration de matériel de formation en portugais et en espagnol, qui sont un petit peu les langues parents pauvres dans ce domaine, et ensuite l'appui à l'élaboration d'une politique destinée à créer une masse critique dans la région. Autrement dit, s'inscrire dans la courbe exponentielle de croissance des systèmes GNSS.

Nous n'avons pas été acceptés malheureusement. Nous participons cependant aux activités du Comité international, à un de ses groupes de travail et au niveau du site internet de notre centre, nous présentons une information sur tout ce qui est fait par l'ICG.

Dans le cadre des activités de diffusion, nous participons également à l'élaboration des politiques au niveau de la région. Il faut savoir que le contexte actuel en Amérique latine et dans les Caraïbes est assez particulier. En effet, il y a aujourd'hui six à huit pays qui disposent d'une institution similaire à une agence spatiale ou commission nationale d'exploration spatiale, mais il s'agit d'institutions très jeunes ou qui sont en cours de mise en place.

Ce que nous voudrions promouvoir c'est l'harmonisation, l'harmonisation des politiques spatiales. Beaucoup d'entre elles, soit dit en passant, qui n'existent pas encore. Il faut donc les élaborer et les harmoniser. Nous pensons que le moment est bien choisi et il est bon de s'entretenir avec des pays comme le Brésil et l'Argentine qui disposent d'une grande expérience en la matière, pour qu'il y ait un échange d'informations, il ne s'agit pas de négociations, de forum de négociations, il s'agit d'échange d'informations pour voir un petit peu quelle est la politique spatiale qui existe ou la législation en la matière dans tel ou tel pays. En l'occurrence ici, le Brésil et l'Argentine. Voir un petit peu comment les politiques spatiales qui seront élaborées pourront s'aligner avec le régime international en place. Nous allons pousser très très fort pour qu'il y ait harmonisation parce que je pense que c'est un

élément fondamental de la coopération internationale.

L'année prochaine, nous envisageons de mener à bien les cours dont je vous ai parlé tout à l'heure, neuf mois, dix mois. Nous envisageons également de faire porter l'accent sur la mise en place du centre d'information de l'ICG.

Autre modification à laquelle nous sommes en train, je vous parlais tout à l'heure d'évolution, évolution du modèle. Jusqu'à présent, nous planchons sur le modèle qui nous avait été proposé par le Bureau des affaires spatiales, sur la base d'un cours qui peut mener à des projets disposant d'éléments recherche et développement. Aujourd'hui, nous proposons un modèle complémentaire. La base de ce modèle complémentaire ce serait ces projets de recherche et développement qui pourraient servir à la base de programmes d'éducation, de formation et de renforcement des capacités.

Parmi ces projets figure, par exemple, la mesure des ondes gravitationnelles, des infrasons. Cela se ferait, si cela se fait, dans le cadre d'un réseau de 20 centres au niveau international qui s'intéressent à ces questions. Cependant, il n'existe pas de centres de ce type en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est une question qui nous intéresse plus particulièrement parce que, comme je l'ai dit, cela n'existe pas dans notre région et nous pensions que nous pourrions combler cette lacune.

Autre élément, une constellation de nano-satellites qui serait utilisée pour des applications humanitaires et pour lutter contre les changements climatiques. Il s'agirait ici d'une constellation de nano-satellites de communication qui aurait une couverture mondiale et qui couvrirait en particulier des zones rurales dans lesquelles l'infrastructure fait défaut, l'infrastructure médicale notamment pour répondre aux besoins des populations locales. Cette constellation pourrait également être utilisée pour recevoir les signaux d'instruments de mesure, d'instruments terrestres *in situ*, pour ensuite retransmettre cette information vers les centres de recherche.

Enfin, troisième projet sur lequel nous planchons. Nous planchons sur une base de données des ressources humaines existantes dans les différentes disciplines, les différentes capacités qui existent dans le domaine de la science et de la technologie spatiales. C'est un projet qui a été lancé sur le campus du Mexique. Cela nous mènerait, nous l'espérons, à un prototype qu'il faudra ensuite affiner, améliorer, pour arriver finalement à un modèle qui pourra être élargi au niveau de la région. Il faudra travailler avec le campus brésilien pour que ce système, cette base de données puisse

être adoptée par toute la région, l'Amérique latine et les Caraïbes et que nous disposions ainsi d'une carte des compétences qui sont à disposition quelles que soient les disciplines, en prenant en considération également les capacités de l'industrie, et que cette information fasse partie et soit mise à disposition du public, relève du domaine public pour que toute personne intéressée de par le monde puisse aller sur internet et voir ce qui existe au niveau des capacités, personnes, contacts, nombre de projets.

J'en arrive, Monsieur le Président, à la fin de mon exposé. Je vais m'arrêter ici. Je vous remercie, Monsieur le Président, et je remercie la salle pour son attention. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Sergio. Merci beaucoup. Avant de donner la parole à la délégation colombienne, je tiens à vous féliciter pour votre volonté de coopération avec la Présidence. L'Amérique latine et les Caraïbes est une région qui a beaucoup de chance de vous avoir. Toutes les connaissances que vous avez apportées à la région, au Brésil, au Mexique. Votre arrivée a marqué le début d'un changement, ainsi beaucoup des programmes qui avaient été abordés ici à Vienne ont entre vos mains, avec bien sûr l'aide du Brésil, ont acquis une dimension tout à fait particulière. Je tiens à mentionner deux activités : le séminaire qui sera organisé au Mexique sur les politiques spatiales. En effet, il s'agit d'une région dans laquelle il y a six États qui sont en train d'élaborer une politique spatiale et il est nécessaire de disposer d'un aperçu d'ensemble de ce qui est fait au niveau de la région. Ensuite, la question très concrète, cette constellation de nano-satellites, qui est très importante et qui, je crois, sera très bien acceptée au niveau régional. Et enfin, la cartographie, ou la carte des compétences. Je crois personnellement que c'est la condition *sine qua non* de la mise en place d'une structure de coordination au niveau régional. En tout cas, à nouveau Sergio, merci, merci pour votre exposé.

La Colombie, s'il vous plaît. Le Chili ensuite. La Colombie suivie du Chili. La Colombie d'abord ? Allez-y.

**M. J. OJEDA BUENO** (Colombie) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Merci à Sergio pour un exposé édifiant. En effet, au niveau régional, notre sentiment d'appartenance s'en voit renforcé. Nous sommes très satisfaits par tout ce qui est fait en matière de création des capacités pour tous les pays bénéficiaires, parmi lesquels nous espérons figurer.

Je tiens à rappeler quelque chose qui avait été dit lors du Sous-Comité juridique, lors de la

session du Sous-Comité juridique en matière de création de renforcement des capacités, une question qui a été reprise dans le rapport de ce Comité. La nécessité ou la possibilité de mobiliser les centres régionaux pour former également des juristes et non pas seulement des techniciens de la technologie spatiale et de la science spatiale. Beaucoup d'exposés et beaucoup de sections du rapport ont été consacrés à cette question. Nous avons lu et écouté avec admiration ce qui a été fait par le Maroc dans le centre francophone, et je rends hommage ici aux directeurs. Je tiens à indiquer au Centre régional latino-américain qu'il emboîte le pas à ses activités pour qu'on envisage d'inclure également le droit spatial, puisque le programme de formation a déjà été élaboré, je crois. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie la Colombie et je donne la parole à l'Ambassadeur du Chili, avec l'accord des interprètes. Le dernier orateur sera le Brésil. Le Chili.

**M. R. GONZÁLEZ ANINAT** (Chili) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. J'espère que moi également j'ai l'accord des interprètes, parce que cela est fondamental, en plus nos interprètes sont excellents. Je voulais ici interpréter le sentiment commun de l'Amérique latine, et je voudrais vraiment féliciter M. Camacho pour toutes les activités qu'il a réalisées. Ces activités sont fondamentales pour la région.

Nous avons très peu de temps à notre disposition, je vais donc faire deux observations. Premièrement, l'Agence spatiale chilienne qui vient d'être créée, une agence civile, va présenter une demande pour être membre du Conseil directeur, et nous espérons que nous aurons l'accord de Sergio et de notre ami brésilien, afin que nous puissions être membres de cette organisation importante.

Deuxième observation, il s'agit d'une aspiration et j'espère qu'il s'agit d'une aspiration commune à toute l'Amérique latine, à savoir, nous souhaitons que le Mexique devienne, avec tous les arguments qui ont été évoqués ici, que le Mexique devienne le siège de la VI<sup>e</sup> Conférence spatiale des Amériques.

Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Le Brésil, vous avez la parole.

**M. T. MURÃO** (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Je serai encore beaucoup plus rapide parce que vous avez déjà évoqué tous les arguments que je souhaitais moi-même énoncer ici. Je voulais juste remercier M. Camacho pour son exposé et ajouter que nous

sommes particulièrement satisfaits par le travail qui est réalisé par M. Camacho. Je voulais dire que son expérience nous est particulièrement utile. Je pense qu'il a énoncé ici les aspects les plus importants des activités. Il a également parlé des activités futures. Nous ce que nous souhaitons, c'est intensifier les relations du CRECTEAC avec le système des Nations Unies et nous espérons que cela va se dérouler. Nous souhaitons également renforcer nos relations avec le COPUOS, bien sûr.

**Le PRESIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je remercie le Brésil pour cette observation. Nous en avons donc terminé avec nos travaux, nous reprendrons nos travaux à 15 heures et à 15 heures nous passerons au point 5 de l'ordre du jour, "Moyens d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques", le point 6, "Application des recommandations d'UNISPACE III", le point 7, "Rapport du Sous-Comité scientifique et technique sur les travaux de sa quarante-sixième session", et nous commencerons également l'examen du point 8, "Rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa quarante-huitième session".

Nous entendrons également cette après-midi, cinq exposés techniques. Le premier sera réalisé par l'Agence spatiale européenne et portera sur les

plans de l'Agence spatiale européenne en matière de sensibilisation sur les questions spatiales, et nous parlerons également d'objets géocroiseurs. Après nous aurons un exposé de l'Union internationale des télécommunications, l'UIT. Cet exposé portera sur l'utilisation efficace des spectres et des ressources orbitales. Nous aurons un troisième exposé qui sera réalisé par un représentant du Conseil consultatif de la Génération spatiale. Cet exposé est intitulé "La génération spatiale en un coup d'œil ; évaluation sur dix ans".

Et comme ce matin deux exposés n'ont pas été réalisés, M. Joseph Akinyede fera son exposé cette après-midi. Il est Directeur du Centre régional africain de formation aux sciences et technologies spatiales en langue anglaise. Donc, il nous fera un exposé sur le rapport et le fonctionnement de ce centre. Le deuxième exposé qui n'a pas été fait ce matin sera fait cette après-midi, il s'agit de Mme You Zhou, il s'agit "Des constellations et des petits satellites pour l'environnement et la surveillance des catastrophes naturelles".

La séance est levée et nous reprendrons nos travaux à 15 heures. Je vous remercie.

*La séance est levée à 13 h 5.*